

rouge

journal d'action communiste

bimensuel

pour le
rendez-vous
de mars
les ouvriers
du mans
montrent
la voie



n° 13 1 Franc

4 mars 1969

un « panneau » dans lequel nous ne tomberons pas



La bourgeoisie est mécontente depuis la disgrâce de Pompidou, elle se plaint de ne plus avoir de « premier ministre ». On accuse Couve de Murville de manquer de personnalité... et pourtant notre premier commis est plein d'humour.

« Nous ne pouvons que regretter la politisation qui est faite du référendum... mais cela ne nous effraye pas ! » (Ah mais !) C'est en ces termes que le chef du gouvernement vient de commenter le début de la campagne électorale. L'hypocrisie est de taille. Qui peut croire une seconde l'intérêt subit que porte le régime pour le problème des régions (1). Par contre lorsque l'on considère toute l'évolution de la politique gaulliste on s'aperçoit des fonctions bien précises du référendum : liquider le Sénat qui était devenu un centre d'opposition au « pouvoir personnel » et mettre sur pied de nouvelles structures de « participation » ou d'intégration dans un cadre corporatiste. Ceci étant dit la période choisie pour le scrutin répond à une volonté politique du pouvoir. En ce sens le système bonapartiste continue les traditions. Le référendum plébiscite est l'arme magique qu'on emploie pour surmonter des difficultés intérieures en espérant que l'ambiguïté de la question posée, le prestige de celui qui la pose permettront, pour un temps dans une vaste campagne de mystification, de refaire une « unité nationale ». C'est là, que nous touchons le fond du problème. Nous avons déjà montré quelles étaient aujourd'hui les contradictions internes de la bourgeoisie avec l'apparition de plusieurs courants qui préparent fébrilement la succession du général. L'annonce du référendum est venue jeter le trouble dans cette honorable société qui se voit ainsi une fois de plus mise au pied du mur. Face à l'alternative oui ou non, De Gaulle sait parfaitement qu'ils n'ont pas d'autre choix que de s'engouffrer dans la bataille du oui et ainsi de resserrer les rangs pour assurer le succès du plébiscite. La manœuvre est habile et l'on comprend fort bien les gémissements d'un Giscard d'Estaing qui estimait qu'à son avis « la période n'était pas opportune » pour une telle compétition. Mais l'opération n'est pas à sens unique et si elle vise à ressouder une majorité bien chancelante, elle a aussi pour but de dévier l'attention des travailleurs de leurs véritables préoccupations au moment où vont s'ouvrir les discussions entre le patronat et les syndicats. Le gouvernement sait très bien que le climat social « se tend » et que la multiplicité des grèves dénote une profonde combativité dans la classe ouvrière, mais il sait aussi parfaitement que nous ne sommes plus en mai et que le patronat comme il l'annonce déjà publiquement ne cédera pas. Dès lors comme en juin, l'opération urnes peut permettre de semer la confusion chez les travailleurs et, avec la complicité de la direction

du P.C., de transporter le terrain des luttes de l'entreprise aux urnes. Déjà en juin, le P.C. expliquait que grâce aux élections, les travailleurs allaient légaliser sur le plan politique, les conquêtes sociales imposées dans la rue. Aujourd'hui la même entreprise de mystification recommence. De la S.F.I.O. au P.C., les dirigeants expliquent que par un « non massif » les travailleurs montreraient leur opposition au régime. Et ainsi la belle union « antigauilliste » se ressoude de facto, regroupant sans critère de classe des forces opposées pour des raisons différentes au « pouvoir personnel ». Tixier-Vignancour, Lecanuet, Mitterrand vont mêler leurs voix à celles du P.C., dans un vote dont l'acceptation indique qu'on en accepte le principe. Pour nous il ne s'agit que de simples élections qui peuvent permettre à la classe ouvrière de se compter, mais d'un plébiscite qui par nature cache tout clivage de classe et ne permet en y participant aucune clarification, bien au contraire. Face à une telle entreprise le rôle des militants révolutionnaires est de démasquer la manœuvre en refusant de la cautionner et donc d'y participer.

Concrètement cela ne signifie pas de s'abstenir et ainsi de mêler nos voix avec tous les « apolitiques » et les pêcheurs à la ligne, cela ne signifie pas non plus dans les conditions actuelles d'empêcher le scrutin, mais cela signifie essentiellement se servir de la campagne en cours pour développer nos explications politiques sur le bilan de onze ans de gaullisme et sur la fonction de ce plébiscite. Dans nos meetings et notre propagande, nous nous efforcerons de montrer sur quel terrain doit se situer la lutte anticapitaliste en aidant et en popularisant toutes les luttes en cours notamment celle de chez Renault qui, elle, ne se terminera pas par un référendum populaire. Ce genre de problèmes qui pourtant touche tous les travailleurs, le pouvoir préfère les résoudre par sa police et par les licenciements.

Il est clair que si toutes les organisations qui partagent ce point de vue arrivaient à se mettre d'accord pour développer en commun une campagne politique anticapitaliste aboutissant, le jour des élections, au dépôt d'un bulletin identique, ce serait un pas important dans le développement des idées révolutionnaires en France. En tout état de cause, ce référendum n'est, pour nous, qu'une péripétie qui ne sauvera pas plus le gaullisme que les élections de juin.

Non M. Marcellin, le pouvoir n'est pas dans les urnes et votre maître nous l'a parfaitement montré en mai 1958. Le pouvoir se trouve dans la lutte des travailleurs et des étudiants révolutionnaires.

(1) Ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas là un problème essentiel que nous étudierons prochainement.

Je désire prendre contact avec la rédaction de **ROUGE** :

- afin d'assurer une correspondance régulière...
- afin d'intégrer ou de constituer un groupe de diffusion
- afin de participer à un **Cercle Rouge**.

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19^e

le rendez-vous de mars

Cet article a été rédigé avant que n'ait lieu le rendez-vous du 4 mars et ne tient donc aucun compte des résultats de l'entrevue syndicats-C.N.P.F. que nous analyserons dans notre prochain numéro.



sommaire

- Edito : « Un panneau dans lequel nous ne tomberons pas »
- Le rendez-vous de mars
- Les travailleurs du Mans montrent la voie
- Deberny-Peignot : une lutte exemplaire dans l'imprimerie
- La direction de la CFDT entre la révolution et le gaullisme
- Le mouvement étudiant : par où continuer (suite)
 - Tribune libre par Jacques Sauvageot
 - Réponse de Rouge
- La préparation du Congrès du PC Chinois : éléments et contradictions de la ligne maoïste
- Encore une fois sur le sionisme et la question palestinienne
- Le Kremlin refuse de vendre des armes aux combattants palestiniens
- Pourquoi l'état d'exception, par les camarades espagnols du groupe « Acción Comunista »

Le 4 mars, le C.N.P.F. et les dirigeants des confédérations ouvrières se rencontreront non pour négocier mais pour faire un constat de la situation dans le domaine des salaires. Ce rendez-vous était prévu depuis les négociations de Grenelle, et à l'époque les responsables syndicaux l'avaient considéré comme une soupape de sûreté permettant de mettre fin à la grève et de laisser la porte ouverte à de nouvelles négociations. C'est donc avec une certaine amertume que les stratèges et diplomates syndicaux ont accueilli la décision patronale de procéder à un constat.

LA DISCIPLINE DE CLASSE

Pourquoi un simple constat ? Les patrons n'entendent pas prendre des mesures désordonnées. La compétition internationale entre les firmes, trusts et monopoles est suffisamment difficile pour que toute décision qui affecte les prix de revient soit mûrement réfléchi. Aussi le constat traduit-il la volonté patronale de ne pas céder aux revendications ouvrières : le lock-out de Renault le confirme.

Ainsi la bourgeoisie montre son sens de la discipline : d'une part elle n'accepte plus les négociations décentralisées au niveau de chaque entreprise, simplement pour éviter d'être à la merci des rapports de force locaux. Au contraire, toutes les discussions avec les représentants syndicaux se font sur un plan national, et dans le cas où un accord est conclu il est considéré par chaque capitaliste comme une limite à ne pas dépasser.

D'autre part, la bourgeoisie est parfaitement organisée par l'appareil d'Etat. Plutôt que de négocier et de conclure un accord, elle préfère attendre une consigne générale venant des autorités gouvernementales. Il y a quelques années Debré avait dit : « pas plus de 4 % par an » ; les patrons avaient appliqué. Cette année le gouvernement accorde 2 % au 1^{er} avril et 2 % en octobre aux travailleurs du secteur public et nationalisé : il est probable que le C.N.P.F. interprétera cette mesure comme une consigne précise.

L'ABSENCE DE STRATEGIE OUVRIERE

Face à ce camp organisé et discipliné, le mouvement ouvrier apparaît bien faible. Les dirigeants syndicaux n'ouvrent aucune perspective de victoire mais se bornent à formuler des mises en garde, des avertissements et des rododromes. Le mécontentement des travailleurs « tournerait vite à la colère si les représentants du C.N.P.F. et du gouvernement se présentaient les mains vides au rendez-vous de mars » (Séguy, le 25-2-69). On peut, à la lumière

de l'expérience passée, douter que Séguy ait l'intention de faciliter l'expression de la colère ouvrière. Le 12 février 1969, on a fait s'exprimer le mécontentement par une mobilisation loin d'être à la hauteur des nécessités. La déclaration du secrétaire général de la C.G.T. ressemble à une invitation faite aux capitalistes de ne pas provoquer des réactions incontrôlables par les directions confédérales.

A cet appel, Séguy ajoute le sermon économiste qui devrait ramener ses adversaires à la raison : « les faits prouvent que l'élévation du pouvoir d'achat ne compromet pas, bien au contraire, l'équilibre de l'économie nationale ». Allons, pour votre bien, messieurs les capitalistes, un petit effort. En bref Séguy et tous les représentants syndicaux, ne comprennent pas le refus de négocier ; si le C.N.P.F. ne joue pas ce jeu, les voilà perdus car ils n'ont aucune autre stratégie.

Du point de vue de la C.G.T., on ne se plaint pas de ce que les discussions ont lieu au niveau le plus élevé. Cela implique, dit-on, une action syndicale nationale. Mais ce sont des mots ; où sont les actes qui leur correspondent ? On pourrait chercher longtemps car il manque la compréhension de ce que les capitalistes n'ont pas beaucoup de marge de manœuvre et donc ne céderont pas à la suite de discussions ; et il manque les éléments d'une stratégie de mobilisation de la classe ouvrière pour des objectifs anti-capitalistes.

L'UNITE SANS PRINCIPE

De plus la division syndicale pèse d'un poids très lourd contre toute tentative de mobilisation. La C.F.D.T. et F.O., et plus spécialement les ailes réactionnaires de ces deux confédérations, s'entendent comme larrons en foire pour conclure une unité qui vise à isoler la C.G.T. Tout ce qui est émanation de la C.G.T. donne matière à la formulation de points d'accord négatifs entre F.O. et C.F.D.T. On est contre l'échelle mobile des salaires, contre la hiérarchisation des salaires, etc.

Côté C.G.T., on appelle sans cesse à l'unité ; mais pour arriver au but, on a accepté d'abandonner (encore une fois) une revendication importante. L'échelle mobile des salaires, pour laquelle il n'y a plus à convaincre la base de sa justesse, est devenue dans le programme du bureau confédéral « L'institution d'un système qui préserve le pouvoir d'achat des conséquences de l'augmentation du coût de la vie ». Ainsi présentée, l'échelle mobile risque fort de se transformer en politique des revenus, sous la pression des technocrates de la C.F.D.T. en particulier.

Si les stratèges syndicaux ne se montrent pas capables d'agir en direction consciente des luttes ouvrières, à la base, dans les usines, les travailleurs réagissent brutalement à toutes les tentatives de re-

prendre ce qu'ils ont gagné. C'est ainsi qu'une série de grèves « dures » ont eu lieu dans divers secteurs. Nous avons relaté dans notre dernier numéro la grève des travailleurs du bâtiment dans la région d'Aix-en-Provence : contre les patrons et contre le gré des bureaucrates syndicaux. Les cheminots de la gare de Lyon ont également montré la voie (c'est le mot !) : contre les conditions de travail scandaleuses, contre la suppression des lignes qui entraînera des licenciements, ils ont fait grève sans préavis, sans respect de la légalité anti-grève. On frappe ; on négociera après. Chez Renault, 326 travailleurs bloquent à leur tour la production de toutes les usines Renault. Ici et là, à l'arbitraire patronal, les travailleurs répondent d'abord par des grèves tournantes puis soudain, la colère monte et c'est la grève illimitée.

Dans la mesure où les grèves « dures » se multiplieront, le problème de leur coordination se posera avec plus d'acuité. Il ne fait aucun doute maintenant que les luttes partielles n'auront pas pour seul objectif l'augmentation des salaires. C'est la situation de l'emploi et les conditions de travail qui seront la source de multiples revendications.

APRES LE RENDEZ-VOUS DE MARS

La rencontre du 4 mars ne réglera pas grand chose. L'essentiel des revendications n'aura pas été satisfait, et surtout, aucune perspective sérieuse de victoire ne sera en vue. On clamera encore que « les patrons peuvent payer », que l'augmentation des salaires permettrait une relance économique, etc. Mais aucune direction syndicale n'est prête à rechercher les moyens d'élever le niveau des revendications ni celui de la mobilisation des travailleurs.

Ceci étant, il y a une tâche qu'aucun révolutionnaire ne doit oublier, à savoir le soutien actif et la contribution au développement des luttes qui éclatent ici ou là. Ceci se traduit notamment par les collectes d'argent qui impliquent une implantation solide dans le mouvement de masse ; l'information dans les usines sur les grèves en cours en montrant leur caractère exemplaire ; défendre des revendications ouvrières dans les syndicats qui restent les principaux instruments des luttes. C'est aux révolutionnaires aussi de proposer des objectifs compréhensibles par les travailleurs et dépassant le niveau des revendications immédiates.

Tous les révolutionnaires ne sont pas dans les secteurs décisifs du mouvement ouvrier. Mais tous peuvent favoriser la multiplication des assauts partiels et intervenir dans le sens d'une généralisation des luttes.

la grève à renault / le mans

1) LES FAITS

Depuis 9 mois, à Renault Le Mans, les travailleurs se battaient pour la suppression des études de postes et la planification des coefficients. Depuis 9 mois, la direction refusait toute discussion. La tension montait.

Le 12 février, Le Mans se met en grève à 75 % pour une demie journée. Le mutisme patronal étant décidément dur à entamer, la grève est de nouveau décidée le 20 février : les travailleurs exigent « pas de rémunération au dessous de 139 points pour le montage, 134 points pour la préparation », la planification des coefficients doit être la même pour tous (exception faite des travaux pénibles et insalubres). Forts de leurs expériences précédentes et conscients de l'importance de leurs revendications, 360 travailleurs du Mans abandonnent les actions de démonstration périodique au profit d'une grève de combat déclarée illimitée le lundi 24 février.

A travers les revendications avancées, c'est tout le système des études de postes qui est en cause.

— Qu'est-ce qu'une étude de poste ?

L'étude de poste, c'est la fixation d'un taux horaire en fonction de la rentabilité du poste de travail, laquelle est déterminée « a priori » par « l'Organisation scientifique du travail » en fonction des exigences du profit. L'amortissement de la machine et le respect du prix de revient des opérations d'usinage dictent leur loi au travailleur, la seule contrainte qui intervienne étant l'entretien minimum de sa force de travail. Pour le reste, l'ouvrier doit satisfaire bon gré mal gré aux cadences imposées, le chrono faisant foi.

En introduisant l'inégalité salariale parmi les travailleurs, ce système divise pour mieux régner : il les empêche de prendre conscience de leur communauté d'intérêts face au patron et permet ensuite toutes les brimades à n'importe quel propos de la part de la maîtrise.

2) L'ARRET DES CHAINES DU MANS PARALYSE UNE PARTIE DE LA REGIE

a) Cette fois-ci, cette technique de la division a échoué puisque la totalité des chaînes est en grève. Depuis le 26 novembre, les syndicats demandaient à la direction de satisfaire les revendications. On leur a d'abord opposé un refus pur et simple, pour leur faire plus tard des propositions tout à fait insuffisantes : fidèle à sa tactique, la direction condescendait à se pencher sur quelques cas particuliers, sans prendre en considération l'ensemble des revendications. Après trois mois de vaine patience, les travailleurs reprennent la lutte : grève illimitée.

b) Le jeudi 27 février, à 17 h 25, une affiche de la direction, apposée cinq minutes avant l'heure de sortie, informait laconiquement 3 000 ouvriers des chaînes de montage des départements 74 et 12 qu'ils étaient « lockoutés » :

— le lock out, c'est le symbole même de l'arbitraire de travail. La direction peut mettre en disponibilité les travailleurs, sans salaire, pendant une durée illimitée. L'ouvrier qui veut néanmoins assurer sa subsistance n'a d'autres recours que de rompre « volontairement » son contrat avec l'entreprise et de s'inscrire au bureau de chômage. Aucune disposition légale, si illusoire soit-elle, ne lie à cet égard les mains du patronat. D'autre part, la convocation individuelle pour la reprise du travail est une mesure de « filtrage », permettant de ne réembaucher que les éléments jugés « inoffensifs », et d'opérer par la même occasion quelques licenciements : on vide les éléments les plus combatifs, sans que l'inspection du travail, pourtant bien peu redoutable, ait à y mettre son nez.

La direction essaie de faire porter la responsabilité de cette crapulerie qu'est le lock out aux 360 grévistes du Mans.

c) Le lendemain, vendredi 28 février, les militants de « Rouge » étaient présents aux portes de l'usine pour la rentrée du matin avec un tract expliquant ce qui se passait au Mans et à l'île Seguin, exigeant le paiement des heures non travaillées et appelant les travailleurs de Billancourt à la solidarité.

La réception irritée et hargneuse que leur réservèrent les permanents de la C.G.T. était à la mesure de la peur que leur causaient le bon accueil de notre feuille hebdomadaire « Renault Rouge » et la rapidité de notre intervention sur les événements.

A 9 heures, le département 70 décidait à une très forte majorité la grève avec occupation. A 9 h 30, le département 59 débrayait à son tour.

Peu après, un permanent de la C.G.T. passant outre la décision démocratiquement prise des travailleurs, et faisant l'économie d'une consultation périlleuse, assénait la position officielle de la direction syndicale : les travailleurs étaient convoqués à 14 h 30 au meeting traditionnel. La C.F.D.T. protestait officieusement, pour la forme, avant de se ranger à l'initiative C.G.T.

Au cours du meeting, les interventions des permanents de la C.G.T. soulignèrent que « il faut que quelqu'un de bien haut placé ait intérêt à paralyser les usines qui comptent parmi les plus importantes de France pour prolonger la grève » (sic) et que d'ailleurs la direction voyait cette grève d'un œil aussi favorable qu'en juin : son objectif est le même que celui des « groupes minoritaires qui s'agitent à l'extérieur de l'usine », tous deux visant à entraîner le mouvement ouvrier dans une action vouée à l'échec, permettant de décapiter la classe ouvrière en la personne de ses représentants les plus autorisés. Les « excités » en veulent à la nationalisation (dont nous soulignons au passage que toutes les clauses sont loin d'être respectées à la Régie !), il importe de la protéger, si mutilée soit-elle, contre toute atteinte « aventuriste ». Remarquant à juste titre que le lock out est une opération politique devant permettre au patronat de se dérober, à la veille du rendez-vous de mars, à ses engagements vis-à-vis des syndicats, mais omettant la nécessité de l'instauration d'un rapport de forces favorable pour la préparation de l'échéance de mars, la C.G.T. affirmait ne pas tomber dans cette « provocation ». Il faut déjouer « le piège d'un conflit qui arrangerait les affaires du pouvoir », débrayer, c'est rendre un fier service au patronat. Rejetant au loin le spectre des mobilisations « aventuristes », elle appelait à « faire pression de manière persévérante », et à « des ripostes massives regroupant la majorité du personnel », perspectives vagues et fourre-tout, correspondant bien peu au niveau de mécontentement et aux capacités de mobilisation que les directions syndicales semblent décidées à châtrer avec une inébranlable régularité.

Néanmoins, à 14 h, les départements 70, 59, 72 débrayaient et prévoyaient un rassemblement central pour décider de la poursuite de l'action. La C.G.T. s'opposa à cette initiative et lui substitua dans un premier temps le débrayage de départements isolés les uns des autres ; pour annoncer au bout d'une demi-heure qu'elle ne s'associait plus à la poursuite de l'action, mais « qu'en syndicat responsable », elle laissait ses adhérents libres de leur décision.

Cette « liberté » est fictive, c'est la liberté pour les travailleurs d'affronter le patronat sans les organisations qu'ils se sont données à cet effet. C'est un risque qu'ils ne sont prêts à assumer que dans des périodes exceptionnelles, les bureaucrates le savent. Le travail reprit donc dans l'après-midi.

3) QUELLES LEÇONS POUVONS-NOUS TIRER DES DERNIERS EVENEMENTS A LA REGIE ?

a) Encore une fois, il est montré que les directions syndicales court-circuitent toute forme de mobilisation qui tend à déborder le cadre étroit dans lequel elles consignent le mouvement de masse, simple force d'appoint dans les pourparlers au sommet. La classe ouvrière ne va pas au combat les mains nues, il lui faut forcer ses organisations à jouer leur rôle : attaquer pour se défendre et non confisquer le mouvement pour négocier au plus vite un compromis.

b) La question de la marge de manœuvre réduite de la bourgeoisie, conséquence de la crise économique, financière et politique, se reflète aussi au niveau des conditions dans lesquelles Dreyfus a été obligé d'opérer à cette occasion. La direction de la Régie était placée devant un choix difficile : soit elle cédait au Mans, et elle risquait alors de devoir céder sur toute la ligne, soit elle refusait, et l'usine ne pouvait plus tourner. En lockoutant les travailleurs de l'île Seguin pour riposter à la grève du Mans, elle montre bien comment elle comprend les liens qui existent entre ce qui se passe au Mans et ce qui se passe à Billancourt.

Seule la solidarité active des travailleurs de la Régie peut mettre Dreyfus en échec : à la veille du rendez-vous de mars, les travailleurs du Mans défendent par leur lutte les intérêts de tous leurs camarades. Tant que dure la lutte de classes, il n'y a pas, n'en déplaise à la bourgeoisie, de « partenaires sociaux ». Les exploités ne seront jamais les partenaires des exploités. Quand la classe ouvrière prend rendez-vous avec le patronat, ce doit être sur le terrain de la lutte.

c) On constate que si les revendications avancées par les travailleurs du Mans sont avant tout quantitatives, elles ont également une dynamique qualitative : au niveau de la hiérarchie, des revendications gestionnaires, du rôle que jouent mécanisation et automation dans l'organisation et les conditions de travail. On pourrait repérer une tendance à donner la priorité à de telles revendications, mais il importe surtout que nous sachions expliquer comment, à chaque moment de l'organisation du travail, les revendications qualitatives posent le problème du pouvoir dans l'entreprise et constituent la base de notre propagande sur ce que serait le contrôle ouvrier sur la production.

A cet égard, l'une des conditions essentielles de notre intervention en milieu ouvrier, c'est la régularité et la continuité de notre présence militante sur les entreprises, c'est aussi notre capacité à en créer le support organisationnel.

La tâche des militants marxistes-révolutionnaires dans la période actuelle, c'est d'être prêts à soutenir activement ainsi qu'à impulser partout la solidarité ouvrière à l'occasion de l'explosion de tout mouvement, comme celui déclenché par les travailleurs du Mans, pour éviter qu'il n'échoue dans l'isolement. C'est par le développement de ces luttes dures et sectorielles que se décidera l'évolution du rapport de force entre le patronat et la classe ouvrière. L'implantation de l'organisation marxiste révolutionnaire, qu'il s'agit de construire, dans les entreprises, sera l'élément déterminant pour la généralisation et l'unification de telles luttes, menées dans la perspective du contrôle ouvrier sur la production.

vient de paraître...

La Quatrième Internationale

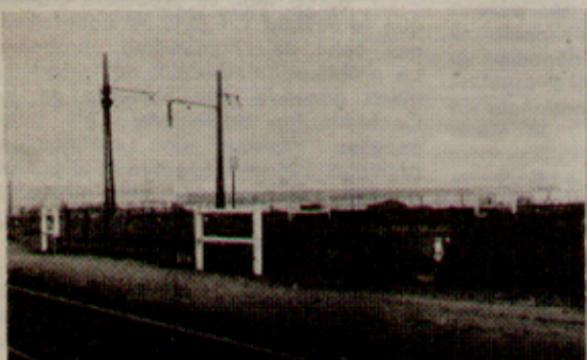
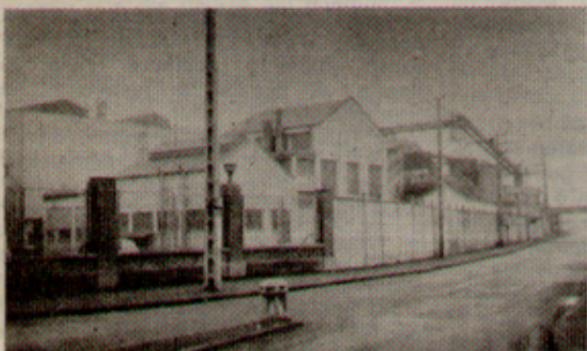
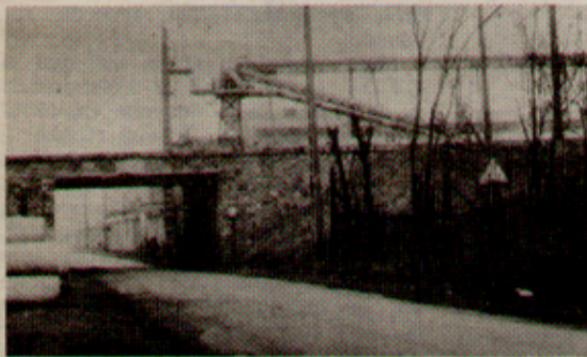
par Pierre Frank

COLLECTION
« TEXTES A L'APPUI »

Editions François Maspero

Prix : 8,70 F

les ouvriers du mans montrent la voie



Les Usines de Renault

Le Mans.

Il y a un an, les travailleurs du Mans prouvaient déjà qu'ils savaient lutter. Aujourd'hui, de nouveau, ils montrent la voie.

Pour nous, communistes, les soutenir ne doit pas signifier leur demander de lutter jusqu'au bout, jusqu'au dernier centime de la dernière paie, seuls à 300. Au contraire, les défendre implique d'informer tous les travailleurs — contre les communiqués mensongers de la direction de la R.N.U.R., contre les tracts hypocrites de la C.G.T. et de la C.F.D.T. — du déroulement de la lutte au Mans. Personne ne peut nous dicter l'abstentisme, le désintéressement ou la charité !

TRAVAILLEURS !

— Exigeons que se tiennent dans les entreprises des assemblées générales du personnel !

— Le patronat agit dans toutes les entreprises de la Régie comme dans une seule, tente de briser la grève du Mans par le lock-out de Billancourt. Nos camarades du Mans ont commencé la lutte, la continuer maintenant c'est la continuer TOUS ENSEMBLE.

— C'est coordonner nos actions en ne permettant pas qu'elles nous soient dictées par des informations fausses destinées avant tout à nous tenir à l'écart de toute solidarité active.

Le 4 mars, les directions syndicales ont un rendez-vous avec le patronat et le Gouvernement (ce qui est souvent pareil).

Ce rendez-vous sera-t-il une parlote autour d'un tapis vert où les syndicats demanderont un peu plus et les patrons donneront un peu moins ? ou bien sera-t-il mené sur le terrain que nous trace Le Mans, le terrain de la lutte directe contre l'exploitation capitaliste ?

Déjà, la C.G.T. le redoute. Dans un tract distribué lundi matin au Mans, elle appelle « les travailleurs à intensifier et multiplier leur pression toute la journée dans tous les départements et tous les services (débrayages, délégations, prises de parole...) SANS DEBORDER CE CADRE » (souligné par la C.G.T.).

Surtout, ne débordez pas !

Ecrivez des montagnes de pétitions !

Usez vos semelles à faire des délégations chez tous les concierges de toutes les entreprises que vous voudrez !

Pelez-vous la langue à expliquer que vous n'êtes pas contents ; que cela pourrait aller mieux (sans les « commandos gauchistes ») !

Mais surtout, camarades, ne bougez pas, cela pourrait gêner le ronronnement des bureaux de Séguy, Descamps et autres Bergeron.

TRAVAILLEURS,

Nos rendez-vous ne sont pas des cocktails.

Nos camarades du Mans nous montrent la voie. SOUTENONS-LES. Tous ensemble, donnons au pouvoir le rendez-vous de mars qu'il mérite !

Dernières minutes

SANDOUVILLE

Lundi matin, les lock-outés sont venus à l'usine le matin. De 6 h à 9 h, discussions dans les ateliers. A 9 h, la direction annonce que Le Mans a repris le travail (sans préciser le rôle joué par les flics-maison).

La direction, alors, prétend faire récupérer les heures perdues samedi prochain.

Réaction unanime. Si la direction maintient cette décision, les travailleurs menacent de faire grève.

ROUEN-CLEON

Lundi matin, la C.F.D.T. distribue un tract hypocrite : « Appui » aux grévistes mais lamentations sur les effets néfastes d'un arrêt du travail.

La C.G.T., plus habile, mais ne s'avançant guère plus, appelle à des « assemblées d'information » qui donneront l'occasion aux militants « Rouge » d'intervenir.

FLINS

Trois mille ouvriers lock-outés. Débrayages d'une heure et demie par équipe.

Les militants « Rouge » publient un numéro spécial de leur bulletin « La lutte continue » (cf. extrait ci-dessous) pour informer les ouvriers de la lutte de leurs camarades du Mans.

LE MANS

Lundi matin, les ouvriers de l'atelier G.G. sont convoqués individuellement à 4 h au lieu de 5 h 30 par des envoyés de la direction. A l'entrée de l'usine, 4 militants C.F.D.T. appellent leurs camarades à la résistance ouvrière — cependant, la reprise du travail s'effectue. Une cinquantaine d'agents de maîtrise, de cadres, de régisseurs, sont déjà sur place pour assurer la discipline et empêcher la discussion. Ambiance répressive intolérable. Réaction des ouvriers. Un tract C.G.T.-C.F.D.T. appelle à la riposte à cette répression, dénonçant les « pressions odieuses » dont ont été victimes les grévistes. Il appelle à des débrayages et à un meeting devant le bâtiment G.G. A l'issue de ce meeting, qui regroupe près de 2.000 participants, les ouvriers partent à l'assaut du bâtiment G.G. armés de boulons, pierres et pavés. Le but était de vider « les appariteurs musclés » du coin qui furent obligés de se réfugier dans les bureaux des P.D.G. et assimilés.

Au même moment une manifestation était organisée par l'U.N.E.F., les C.A., les C.A.L., pour protester contre la présence dans la ville d'Edgar Faure. Le cortège regroupant quelque 500 militants traverse la ville et, après une marche d'une dizaine de kilomètres, fait la jonction avec les travailleurs de la R.N.U.R. aux cris de « Solidarité Etudiants - Travailleurs ».

Entre 12 h 30 et 16 h 30, toute activité avait pratiquement cessé dans l'usine.

Lundi soir : les ouvriers du bâtiment G.G. poursuivaient toujours la grève alors que les négociations syndicats-direction de l'usine se poursuivent.

abonnez-vous à rouge

la direction de la c.f.d.t. entre la révolution et le gaullisme

Plusieurs lettres sont arrivées à la rédaction provenant de militants C.F.D.T. pour nous dire en substance : vous vous alignez sur la C.G.T., sur l'échelle mobile qui est un mot d'ordre conservateur. Vous vous alignez sur la C.G.T. pour le 12 février qui est une farce, de mobilisation. Les positions de la C.F.D.T. ne sont-elles pas plus responsables ?

La question de la C.F.D.T. ne peut pas se résoudre par le simple appel aux textes de nos classiques. Dans les débats des années 20, le problème posé était schématique : devons-nous développer la propagande communiste au sein des syndicats réformiste ou devons-nous créer des syndicats rouges ? Aujourd'hui, en France, on voudrait nous enfermer dans le dilemme : quelle réforme nous devons choisir : échelle mobile à la Séguy ou Pouvoir syndical à la Descamps ?

Après Mai, la C.F.D.T. n'est pas dépourvue d'appâts : sa capacité à surnager dans la crise de Mai, sa « liberté de recherche », permettant toutes les audaces individuelles, sa sympathie renouvelée aux étudiants, lui donnent une façade accueillante. Pas seulement une façade d'ailleurs ; de toute évidence, il est plus agréable d'y vivre qu'à la C.G.T.

Dans les lignes qui suivent, nous ne prétendons pas faire une analyse exhaustive de la C.F.D.T., mais dégager quelques constantes dans la politique de sa direction. Si nous ne confondons pas la base d'une organisation avec sa direction, il nous paraît cependant très important de définir cette direction, de voir quels objectifs elle poursuit, quelle stratégie elle propose.

LA BASE DOCTRINALE

En février 68, « FORMATION », la revue de la C.F.D.T., a regroupé trois textes des rapports présentés aux « Ecoles Normales Ouvrières » de la Confédération. Que s'en dégage-t-il ?

En premier lieu, la fascination du modèle américain de développement : George LAVAU, dans un rapport sur « la société française et ses tendances », écrit : « Lorsque nous essayons de nous représenter les tendances générales qui caractérisent l'évolution

générale de notre société et les aspirations de nos concitoyens, on est en droit de raisonner par rapport aux U.S.A. »

Cette fascination est explicitement renforcée par l'absence de modèle positif présenté par les pays dits « socialistes », la répulsion même que les régimes de ces pays inspirent. LAVAU va jusqu'à dire que si, dans les pays de l'Est « l'économie socialiste a été un moyen de procéder à l'industrialisation de ces sociétés encore très arriérées et traditionnelles, les dirigeants savent qu'ils ne peuvent plus résister aux demandes des citoyens soviétiques qui ont attendu 30 ans le plaisir automobile individuel ».

Et si LAVAU n'érige pas en modèle le « socialisme » suédois, il en tire cependant argument pour dire que « le cas suédois (qui présente aussi quelques ombres) prouve seulement que le modèle nord-américain peut être corrigé ».

Mais n'est-ce pas pourtant le socialisme, le but poursuivi par la Confédération ?

Dans son rapport sur la « position de la C.F.D.T. de 53 à 67 », Jean BOISSONNAT fait quelques remarques fort pertinentes :

« Je pense au mot socialisme : sa densité est beaucoup plus élevée dans les textes plus récents que dans les textes plus anciens... Cela n'engage plus beaucoup de nos jours de se dire socialiste ; cela engageait probablement, dans l'esprit des gens, davantage il y a une quinzaine d'années. Par contre, on parle peut-être moins de révolution aujourd'hui qu'hier ? »

Si donc le socialisme que l'on poursuit n'est pas fondamentalement divergent du modèle américain bien « corrigé », d'un modèle américain dont la racine, l'impérialisme, et les ghettos seraient miraculeusement amputés par la chirurgie esthétique du syndicalisme, la stratégie mondiale ne se pose plus en termes de lutte à mort entre des classes irréconciliables, mais bien en termes de lutte de la classe ouvrière pour contribuer à faire sauter les blocages que tous les conservatismes opposeraient à l'évolution bénéfique vers « la grande société ».

On retrouve ici qu'à la base de la stratégie réformiste se trouve la référence au modèle du pays capitaliste le plus développé.

Qu'en découle-t-il en effet pour la stratégie syndicale ? Le syndicat doit constamment rechercher le développement d'une politique contractuelle : la discussion avec le patronat et le gouvernement n'est pas considérée comme la triste nécessité de stabiliser provisoirement certains acquis quand le rapport des forces tend à se dégrader. C'est la lutte qui est considérée comme une triste nécessité pour obliger le patronat à aller plus loin dans les conventions paritaires, dans la gestion paritaire.

Ainsi, la direction de la C.F.D.T. ne s'est jamais opposée fondamentalement à la participation mais a défini des préalables tels que la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. On a vu (1) de quelle manière

la loi sur le droit syndical a répondu à cette demande. Ainsi la C.F.D.T. se vante d'avoir été la force de pointe de l'accord patronat-syndicats sur les licenciements, dont on a vu (2) le pas qu'il représentait vers l'intégration des syndicats à l'Etat.

Ainsi, DESCAMPS définit dans le dernier « Syndicalisme C.F.D.T. Magazine » le rendez-vous de Mars comme devant être « le top de départ d'une relance de la vie contractuelle ».

« Il serait souhaitable, déclare-t-il, à la vérité, qu'il y ait régulièrement des confrontations bi-partites gouvernement-syndicats-patrons — et c'est le cas en Allemagne par exemple — pour examiner l'évolution des salaires et des prix, l'évolution économique, la situation générale. On en tirerait des enseignements, des engagements seraient pris pour répondre à des problèmes essentiels du monde du travail... » « La C.F.D.T. a souvent rappelé l'intérêt qu'elle portait à des négociations sérieuses et régulières, à tous les niveaux, de l'économie nationale à l'entreprise ».

Et c'est dans ce but que DESCAMPS explique qu'il faut développer l'action.

Transféré au plan politique, ce type de raisonnement conduit à une vision également réformiste. LAVAU, dans le rapport déjà cité, expliquait en 1967 que la stratégie de renversement du gaullisme est à base de changement de majorité parlementaire par l'Union de la Gauche. Et il ajoutait qu'« à moins d'imaginer que ces changements s'accompagnaient d'une révolution totale (ce que personne n'imagine sérieusement) » le problème crucial serait de gagner la collaboration de la couche de la haute administration ; « sa collaboration active et intelligente est indispensable à l'exercice du pouvoir : elle, seule, en France, est en mesure d'imposer certaines limites aux appétits des forces capitalistes organisées (indépendamment, bien sûr, de la lutte que mène contre celles-ci le mouvement ouvrier (3) ».

Et, LAVAU, sur sa lancée, peut, pour associer cette pègre de la bureaucratie administrative à son gouvernement de gauche, revendiquer pour elle : « Il faut lui présenter un langage et un programme, et lui donner des garanties de méthodes gouvernementales susceptibles d'entraîner l'adhésion. Ce n'est pas impossible : L'équipe du colloque socialiste de Grenoble a montré la voie. »

APRES MAI

Nous entendons déjà certaines réponses à cet exposé de thèse : depuis les écoles de formation de 1967, il y a eu Mai, Descamps ne représente pas toute la C.F.D.T. et ne peut même pas dire qu'il représente l'ensemble de sa direction.

Il n'est pas question pour nous de nier l'existence des débats importants au niveau même de cette direction.

Des confédérations comme celle des Fonctionnaires peuvent être assimilées à la C.F.T.C. Une fédération comme celle de la Chimie, si elle ne s'est

pas dégagée des pratiques et des théories réformistes, a pris des positions en faveur d'une autogestion impliquant l'expropriation des capitalistes et l'établissement d'un pouvoir des travailleurs.

Alors que la pègre gaulliste, tels les députés Rivière et Baumel, fanfaronne en dénonçant les révolutionnaires de la C.F.D.T., la direction confédérale n'a pas abandonné avec des gens comme le Ministre des Affaires sociales SCHUMANN, des liens aussi spéciaux que ceux qui peuvent unir la Grande-Bretagne aux U.S.A. Nous n'avons jamais fait l'amalgame pur et simple entre un membre du P.S.U. et un membre du M.R.P.

Mais c'est bien après Mai que la C.F.D.T. a jugé positif la loi sur le droit syndical et les accords sur l'emploi.

Mais c'est bien après Mai que la C.F.D.T. a participé à l'élaboration de la charte de la nouvelle Confédération Mondiale du Travail (C.M.T. - ex-C.I.S.C.) dont le préambule définit les buts : « Tant dans l'énoncé de ses principes que dans la définition de ses objectifs et dans sa méthode d'action, la C.M.T. est guidée soit par une conception spiritualiste qui se fonde sur la conviction que l'homme et l'univers sont créés par Dieu, soit sur d'autres conceptions qui sont en convergence avec elle dans un effort commun d'édification d'une communauté humaine solidaire dans la liberté, la dignité, la justice et la fraternité. »

Ni Dieu, ni César, ni tribun, dit un vieux chant folklorique du mouvement ouvrier. Mais on nous répondra sûrement que la direction a fait progresser le syndicalisme mondial : car, camarades, le fait d'admettre que des syndicalistes puissent être guidés par autre chose que l'Esprit Saint n'est-il pas une grande étape ?

Or, après Mai, le problème crucial que le militant C.F.D.T. se pose n'est pas celui de l'humanisme chrétien... Le problème, c'est celui de la redéfinition générale des objectifs de la Confédération après Mai. Une telle exégèse implique une clarification politique. Elle implique que la direction ne réponde pas par une pirouette quand on met le doigt sur le double jeu : politique contractuelle/auto-gestion.

C'est une conclusion inverse que la direction confédérale tire de la grève. Dans « FORMATION » d'octobre 1968, Marcel GONIN, secrétaire confédéral, conclut après l'histoire de la grève à Flins et à Rhône-Poulenc-Vitry : « Ce que je perçois très nettement, à l'heure actuelle, c'est que, pour un certain temps, on a une génération de gars qui sont sortis de cette grève, auxquels il ne faut pas essayer d'imposer notre expérience. Il faut vivre à partir de maintenant dans une situation aussi non-directive que possible, faire confiance au processus d'autoformation de militants, à leur réflexion personnelle, notre expérience ne leur apportera que dans la mesure où elle peut leur être utile et ne freinera pas leur développement. »

Ainsi, pendant qu'elle parlemente avec patrons et gouvernement, insistant sur le fait que les portes du C.N.P.F. restent ouvertes, la direction renvoie pour toute une période (et au moins jusqu'au Congrès de 1970), les militants à leurs réflexions personnelles, tirées de leur expérience parcelaire, au nom du mythe de non-directivisme.

Les discussions avec F.O. au sommet ne sont pas non plus le fait du hasard. Pour les militants, la politique de F.O. en Mai l'a définitivement montrée. Or, le communiqué commun F.O. - C.F.D.T., s'il ne parle pas de fusion, considère que les convergences entre les deux organisations sont multiples, en particulier l'attachement à la politique contractuelle, et que Mai a fait gagner plusieurs réunions et discussions sur la voie du rapprochement.

C'est cette politique confédérale qui permet que se développe le désarroi des militants et qui permet à la C.G.T. de reprendre les méthodes d'action d'avant Mai.

CORRESPONDANTS OUVRIERS

Dans vos envois, expliquez les modalités concrètes par lesquelles s'exerce l'exploitation patronale...

Relatez les faits de résistances ouvrières...

Informez les militants sur la ligne et la pratique des organisations syndicales.

Envoyez des correspondances précises et documentées avec si possible photos et illustrations.

B.P. 201 Paris 19^e
« ROUGE »

(1) cf. Rouge n° 9.

(1) cf. Rouge n° 12.

(3) Le lecteur appréciera fort le sel de la parenthèse.

L'ECHELLE MOBILE

Nous pouvons alors reprendre la question de l'échelle mobile : il est vrai que isolée des autres revendications, et en particulier des revendications de contrôle ouvrier, l'échelle mobile présentée par la C.G.T. apparaît comme conservatrice : conservatrice du bon niveau de vie et conservatrice de la hiérarchie des salaires.

Mais, en réponse à cela, au nom de revendications qui se veulent qualitativement plus élevées, on laisse depuis Grenelle le pouvoir d'achat se dégrader **réellement**. On laisse la bourgeoisie et le pouvoir récupérer **effectivement** une partie des concessions de Mai.

De plus, la direction confédérale, tout en dénigrant une revendication dont elle reconnaît de fait la valeur mobilisatrice possible (syndicalisme C.F.D.T. parle de revendications « séduisantes »), met en avant des revendications liant l'augmentation des salaires au développement de la productivité, acceptant ainsi la théorie patronale sur la détermination du revenu. « Syndicalisme C.F.D.T. » écrit : « Il est un fait que les diverses industries ne connaissent pas la même **expansion**, ni la même évolution de la **productivité**. L'échelle mobile sanctionnerait les salariés des secteurs de pointe pour lesquels l'augmentation de la production ne se répercuterait pas sur les salaires. De plus, l'échelle mobile provoquerait un nivellement par le bas et accroîtrait les profits patronaux dans les branches en expansion. »

Il s'agit là d'une escroquerie morale car l'échelle mobile n'aurait cette conséquence que si elle n'impliquait pas un **minimum** d'augmentation, et c'est bien comme cela que tous ceux, C.G.T. comprise, qui avancent ce mot d'ordre, le conçoivent. Il est bien évident que dans les « secteurs de pointe », les travailleurs sont dans un rapport de forces qui leur permet d'obtenir des avantages parfois substantiels. Ce qui est grave, c'est que le syndicalisme C.F.D.T. présente l'éventualité d'une progression des salaires égale pour tous les travailleurs de toutes les branches comme une **pénalisation** des travailleurs des branches de pointe. Ce qui est grave, c'est que Syndicalisme C.F.D.T. accepte comme normal le fonctionnement de l'économie de marché, et trouve **normal** que les salaires des travailleurs évoluent différemment suivant le taux de profit réalisé.

POURQUOI LA C.F.D.T. ATTIRE-T-ELLE ?

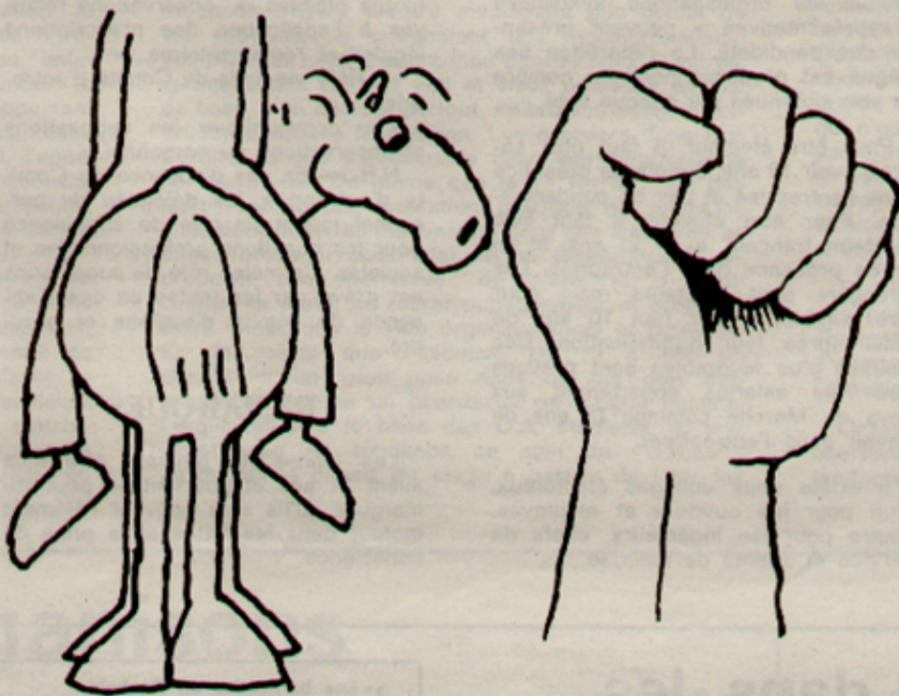
Nous n'avons donc pas fait l'analyse de la C.F.D.T. Nous n'avons pas abordé la question : comment les militants révolutionnaires adhérents de la C.F.D.T. peuvent aujourd'hui travailler en son sein et intervenir dans le débat qui s'y développe pour faire progresser une stratégie de renversement du capitalisme dégagée des illusions réformistes.

Nous avons voulu montrer que ce qui semble être une simple confusion idéologique cache au niveau de la direction un réformisme fondamental, et que ce réformisme aboutit à l'absence de détermination d'objectifs d'actions correspondant aux possibilités dans la conjoncture actuelle.

Plus profondément, on ne peut dissocier la séduction qu'exerce la C.F.D.T. malgré ce réformisme, du repoussoir que constitue le stalinisme.

Tant que le communisme continue d'apparaître sous les traits des blindés soviétiques à Prague, tant que les revendications de nationalisations font évoquer un statut généralisé des fonctionnaires et la pyramide de la domination bureaucratique, tant que la démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme apparaît préfigurée par le type de démocratie interne vécue à la C.G.T. et au P.C.F., et tant que les marxistes révolutionnaires n'apparaîtront pas à de larges couches de travailleurs comme porteurs d'une possibilité réelle de parvenir à un socialisme non dégénéré, le nuage d'illusions de la direction de la C.F.D.T. pourra ne pas se dissiper.

havas : les bureaucrates bafoués



Ceux qui ne croient pas à la révolution sont ceux qui, en 1890, ne croyaient pas à l'automobile.

La Société Havas est la plus importante entreprise « française » de publicité (4.000 employés dont 1.000 à Paris). Dans cette profession « jeune », la syndicalisation est encore faible. Mais précisément à cause de cette jeunesse, si les travailleurs n'ont pas encore de traditions solides d'organisations, ils sont parallèlement moins marqués par le poids de l'idéologie stalino-réformiste. C'est ainsi que s'est développée — surtout cette dernière année — une section C.G.T. très dynamique, sous l'impulsion d'une équipe de militants ayant su allier le « battant » des jeunes avec l'expérience des plus anciens.

Depuis un an, cette section édite un bulletin, « Havas-Vérité », qui se veut devenir le journal de tous les salariés d'Havas et qui par sa franchise de langage est rapidement devenu l'ennemi du patron... et des bureaucrates.

Et c'est précisément pour avoir affiché au panneau syndical deux lettres de lecteurs, lettres critiques à l'égard de la confédération, qu'une

première mesure de répression bureaucratique était prise : l'exclusion de la Commission Exécutive Nationale d'un militant. Ce n'était là que la première d'une série de manipulations bureaucratiques qui iront jusqu'à la non-reconnaissance de fait de la plus importante section du Syndicat National.

Les principales étapes furent d'abord le Congrès extraordinaire du Syndicat (14 décembre) où les délégués d'Havas élus à une écrasante majorité par leur section sont évincés par la Commission des candidatures à la nouvelle C.E.N. On leur reproche une activité menée suivant une ligne sectaire « opposée à l'union des cadres, des techniciens et des employés ». Quand on sait que les cadres de la publicité ne sont pas des cadres techniques mais des gestionnaires, on se demande de quelle union il peut s'agir... Les camarades évincés quittent alors le congrès, suivis par le secrétaire national du syndicat (également d'Havas) qui juge les méthodes inadmissibles.

Le journal « Lutte Ouvrière » ayant repris dans ses colonnes quelques extraits d'un bulletin intérieur de la section, expliquant aux syndiqués la situation, les responsables du bulletin sont brutalement et arbitrairement exclus de la confédération. Ces exclusions ne seront pas entérinées par la section, là encore, à une écrasante majorité. Mais à l'approche des élections professionnelles, les bureaucrates sont déchainés. Alors que la section présente une liste de candidats — dont les camarades « exclus » — le délégué syndical apprend de la direction... qu'il ne l'est plus, parce que plus reconnu par la Confédération. Celle-ci présente alors une liste de candidats, liste commune avec la C.F.D.T. et le Syndicat patronal ! En effet, il a été possible de trouver dans la section Havas quelques staliniens fidèles et discrédités susceptibles de se livrer à cette brave besogne. Qu'on en juge, d'après le programme électoral de cette sainte alliance, où il est écrit qu'il faut « la participation effective du personnel à la vie de l'entreprise » ou « la désignation démocratique des représentants du personnel à part entière au Conseil d'administration et au Conseil de direction. »

Le premier tour des élections a lieu, sans que la section — maintenant non reconnue — puisse présenter de candidats. Les camarades font campagne pour l'abstention afin de pouvoir présenter une liste au second tour. Les résultats du vote sont une véritable giflle pour la confédération : Si dans le collège cadre la liste commune obtient les voix des 2/3 des inscrits, elle n'en obtient qu'un peu moins de la moitié dans le collège maîtrise, et moins de 20 % dans le collège employés !

Pour le second tour, les camarades présenteront une liste sous le nom « C.G.T. unitaire », liste qui emportera la majorité des postes dans le collège employés et 1 sur les deux postes de titulaires en maîtrise. Les statuts de la « C.G.T.U. » ne diffèrent de ceux de la C.G.T. que dans l'affirmation du droit de tendance — qui, comme on sait, n'est pas nié dans les statuts de la C.G.T. mais dans les faits, est identifié au droit de fraction — lui-même, interdit.

Le préambule de ces statuts précise les objectifs de la « C.G.T.U. » de l'agence Havas Paris :

— reconstituer la section C.G.T. Havas Paris en luttant pour l'abrogation et la condamnation des décisions arbitraires prises antérieurement.

— se faire reconnaître par la C.G.T. comme l'unique section représentative d'Havas Paris.

— maintenir les articles des statuts relatifs à la démocratie interne, afin d'empêcher le renouvellement des mesures bureaucratiques qui affaiblissent le mouvement ouvrier.

Nous ne nous hasarderons pas à pronostiquer la réintégration de la section « C.G.T.U. » à la C.G.T. Tout semble indiquer que la direction stalinienne de la C.G.T. appliquera les mêmes méthodes que celles employées par les dirigeants de la J.C. ces dernières années : dès qu'un petit abcès apparaît, riche de gauchisme, on coupe pour éviter l'extension du mal. Et pour cela on est prêt à tout, même à l'union avec le syndicat d'obéissance patronale. Sans doute, est-ce cela l'union avec les cadres... l'union des bureaucrates et des cadres ! Réflexe-type de ceux qui ont peur des masses, qui désirent se substituer aux masses, qui veulent empêcher les travailleurs de s'émanciper eux-mêmes, qui recherchent des avantages de groupes privilégiés. La démocratie interne revendiquée par les syndiqués d'Havas est une condition « sine qua non » si l'on veut entraîner des couches de plus en plus larges de travailleurs dans la lutte contre le Patronat.

Depuis Mai, c'est devenu une exigence consciente pour des dizaines de milliers de travailleurs, car elle, seule, permet d'élaborer une stratégie de lutte efficace.

les délégués du personnel

COMPOSITION

L'article 1^{er} de la loi du 16 avril 1946 stipule ceci : « Il est institué des délégués du personnel dans tous les établissements industriels, commerciaux ou agricoles, les offices ministériels et les associations quels que soient leur forme et leur objet, où sont occupés habituellement plus de 10 salariés ». Telle est la reconnaissance légale de la représentation des travailleurs dans l'entreprise. Le nombre des délégués est précisé comme suit : 1 titulaire et 1 suppléant pour les entreprises de 11 à 25 salariés ; 2 titulaires et 2 suppléants de 26 à 50 salariés. Leur nombre peut aller jusqu'à 9 titulaires et 9 suppléants pour les entreprises employant entre 501 et 1 000 salariés. Au dessus de 1 000 salariés, on ajoute 1 titulaire et 1 suppléant par tranche de 500 salariés.

ELECTIONS

Alors qu'avant la loi de 1946 les délégués étaient des délégués d'atelier,

la loi de 1946 organise les élections sur listes. Les délégués sont élus pour un an et rééligibles. Ils peuvent cumuler leurs fonctions avec celles du Comité d'entreprise. Au premier tour, seules les organisations syndicales « représentatives » peuvent présenter des candidats. La répartition des sièges est proportionnelle au nombre de voix obtenues par chaque liste.

Pour être électeur, il faut être salarié, avoir 18 ans, 6 mois de présence dans l'entreprise et pas de condamnation. Pour être éligible, il faut être électeur, français, avoir 21 ans, et un an de présence dans l'entreprise. Les étrangers sont électeurs mais pour être éligible, il leur faut 10 ans de délai après leur naturalisation. Des clauses plus favorables sont prévues pour les salariés appartenant aux pays du Marché commun (3 ans de travail dans l'entreprise).

Il existe deux collèges électoraux. L'un pour les ouvriers et employés, l'autre pour les ingénieurs, chefs de service et agents de maîtrise.

GARANTIES ACCORDEES EN PRINCIPE PAR LA LOI AUX DELEGUES

- 15 heures par mois, payées.
- Liberté d'affichage.
- Liberté de circulation dans l'entreprise.
- Protection partielle contre le licenciement.
- Possibilité d'accompagner l'inspecteur du travail dans l'entreprise.
- Un local pour les réunions.

ATTRIBUTIONS

- Rôle vis-à-vis de l'employeur :
 - présenter aux employeurs toutes les réclamations individuelles et collectives qui n'auraient pas été directement satisfaites, relatives à l'application des taux de salaires et des classifications professionnelles, du code du travail et des autres lois et règlements concernant la protection ouvrière, l'hygiène, la sécurité et la prévoyance sociale.
 - Rôle vis-à-vis de l'Inspection du travail :
 - saisir l'Inspection du travail de toutes plaintes ou observations relatives à l'application des prescriptions légales et réglementaires...
 - Rôle vis-à-vis du Comité d'entreprise :
 - lui communiquer les suggestions et observations du personnel.

N.B. — En cas d'absence de Comité d'entreprise, les délégués du personnel jouent un rôle de suppléance pour les questions professionnelles et sociales. Ce même rôle de suppléance est prévu par les textes en cas d'absence du comité d'hygiène et sécurité.

REMARQUES

Les jeunes ne peuvent être élus avant 21 ans et pourtant on peut remarquer qu'ils sont souvent l'élément moteur dans les luttes et la prise de conscience.

Les travailleurs immigrés sont délibérément écartés de la défense du personnel alors qu'il sont bien souvent plus exploités que leurs collègues français (travailleurs portugais et espagnols dans le bâtiment).

D'autre part, le patronat n'est pas tenu, comme pour les Comités d'entreprise, de procéder systématiquement aux élections ; en effet, c'est sur demande du syndicat qu'il est alors tenu de les organiser. Il peut, par tout un réseau de possibilités légales ou para-légales, les empêcher pendant toute une période. La direction Citroën faisait des pressions au 1^{er} tour pour éviter l'élection des délégués des centrales ouvrières, ce qui lui permettait au 2^e de présenter des candidats-maison...

LES RAPPORTS SYNDICAT - DELEGUES

Il est une idée répandue dans la classe ouvrière de croire que les délégués du personnel sont les « missi-dominici » du syndicat. Cette idée est d'ailleurs entretenue et répandue par les bureaucrates syndicaux ; à l'occasion de tracts électoraux, il est courant de voir ce genre de remarque : ce sont les délégués de la C.G.T. qui ont déposé le plus de revendications dans l'année !!!

De ce fait, on arrive à une situation paradoxale, le délégué du personnel élu par ses collègues passe le temps que lui alloue la direction dans la permanence syndicale, à pondre des tracts, des appels, à lancer des tombolas ou à participer à des réunions d'élus. Cela a pour conséquence de séparer complètement le délégué de son milieu de travail, créant par là-même une aristocratie ouvrière seule habilitée à discuter avec le patron des revendications qu'elle aura proposées. Les ouvriers ne se sentent plus alors liés au syndicat comme le prolongement nécessaire de leur lutte contre le patron mais ils arrivent à le considérer comme une « antichambre » de la direction du personnel.

est-ce vraiment dans les vieilles peaux qu'on fait les meilleurs soupes ?



Publié dans le cadre de notre rubrique habituelle nous n'organiserons pas de concours de devinettes pour déterminer l'auteur de l'extrait ci-dessous.

Pour le P.C.F., c'était le temps des cerises... Devant la participation de la France à la politique anti-soviétique des autres Etats capitalistes, l'Internationale communiste stalinienne définit lors de son 6^e Congrès la tactique « classe contre classe »...

Le P.C.F., comme toujours, emboîte le pas et suit fidèlement les méandres de la politique de l'Etat soviétique. Cette fois on tourne... à gauche. Façon de parler car on dénonce la ligne « aventuriste et opportuniste » de Trotsky : Maurice Thorez « soi-même » mène la danse.

Au Parti, le gauchisme (réel celui-là) ne fait pas peur. On attaque les sociaux-démocrates et leur « politique de présence » au sein des commissions gouvernementales aux dépens de l'organisation de la lutte des masses » (Manuel d'Histoire du P.C.F., p. 208).

Le 1^{er} août 1929, répondant à l'appel de l'Internationale Communiste, le Parti appelle le prolétariat à lutter contre les dangers de guerre par des manifestations de rue et même... des « grèves politiques ». Pour défendre l'U.R.S.S. menacée, on dénonce bientôt les « social-traitres », le « social-fascisme » en oubliant le fascisme qui menace.

C'est dans ce contexte qu'il faut lire le texte ci-dessous, et c'est pourquoi nous l'avons extirpé des oubliettes.

- Les barricades de Roubaix -

L'action héroïque des grévistes de Roubaix érigeant les glorieuses barricades de la rue des Longues-Haies a suscité un vif élan d'enthousiasme et d'admiration dans la classe ouvrière.

Tandis que les bourgeois et les chefs social-démocrates — traitres à la pensée de Guesde — insultaient les courageux combattants et qu'ils tentaient de discréditer leur vigoureuse résistance aux provocations policières, tous les travailleurs honnêtes se solidarisèrent sans réserve avec leurs camarades de Roubaix.

Guesde écrivait le 1^{er} septembre 1882 dans le Citoyen :

« Après avoir fait révolution sur révolution, après s'être affranchie politiquement à coups de fusils, la bourgeoisie refuse au prolétariat en travail d'affranchissement le droit aux barricades dont elle a usé et abusé... »

« Ce qui était honneur et devoir pour elle est crime pour nous. »

Le Comité central de notre Parti communiste a immédiatement salué les prolétaires conscients et résolus de la rue des Longues-Haies. Il a défini le sens profond et la portée historique de la bataille des barricades. Forme la plus élevée de la lutte des classes, la barricade ne surgit pas comme le produit du hasard. L'esprit de combat collectif et d'initiative des masses que suppose la barricade naît dans les conditions générales de la crise du capitalisme, qui provoque la misère accrue des travailleurs et accentue l'oppression économique et politique des larges masses. La barricade est l'indication la plus sûre de l'essor révolutionnaire.

Le fait que les premières barricades aient surgi à Roubaix, où la social-démocratie gardait une influence prédominante, est aussi très symptomatique. Des ouvriers socialistes et confédérés se sont battus contre les gardes mobiles, coude à coude avec les nôtres, rue des Longues-Haies. La barricade a fait plus pour détruire chez les travailleurs les illusions dans la fausse démocratie bourgeoise et pour les convaincre de la trahison social-réformiste que des dizaines d'articles ou de discours communistes.

Les barricades de Roubaix sont la démonstration que le sang révolutionnaire des communards bouillonne de nouveau dans les veines des prolétaires de France. Elles sont le premier épisode des grandes batailles que le prolétariat est décidé à livrer, à l'usine et dans la rue, pour la défense de ses revendications et de ses libertés, comme pour la défense de l'Union soviétique et pour la paix, pour la guerre de classe contre la bourgeoisie.

Elles ouvrent la voie des actions de masse qui conduiront jusqu'à l'insurrection et au renversement de la dictature du capital. Elles préparent les travailleurs aux luttes décisives pour l'instauration de la dictature du prolétariat pour la France soviétique.

Notre Parti, fidèle à l'enseignement de Marx et de Lénine, veut apprendre et faire apprendre aux prolétaires à propos de chaque événement. Il veut surtout étudier et faire étudier par les travailleurs les moindres détails d'un combat comme celui des Longues-Haies, en vue de parfaire l'organisation indispensable du prolétariat.

A l'heure où dans tous les pays capitalistes monte la nouvelle vague de révolution, à l'heure où le prolétariat allemand se dresse menaçant pour la tranquillité des capitalistes apeurés, à l'heure où l'effort de toutes les bourgeoisies est tourné contre la révolution prolétarienne dans le monde — et en premier lieu contre sa citadelle, l'Union des Républiques soviétiques — à l'heure où les travailleurs de France se préparent à manifester le 1^{er} août contre la guerre impérialiste et pour la paix, le Parti communiste cite en exemple à la classe ouvrière les héroïques combattants des barricades de Roubaix.

Ils ont su trouver — ou retrouver — le seul chemin qui conduise à la victoire. Dans cette voie tout le prolétariat les suivra sous la direction sûre de son Parti communiste.

Maurice Thorez
juin 1931

Préface à la brochure : Les barricades de Roubaix.
(Œuvres de Maurice Thorez, Livre deuxième, Tome premier, Editions Sociales, 1950, pp. 225-27).

une lutte exemplaire dans l'imprimerie : la grève chez deberny/peignot

Deberny et Peignot est une entreprise employant 400 personnes environ. Son activité est très importante. En effet, elle touche pratiquement tous les secteurs concernant l'imprimerie et les arts graphiques en général. Ventes de machines, fabrications de meubles d'imprimerie, fournitures diverses, clicherie, fonderie de caractères. La création de caractères lui a valu une réputation mondiale. De plus, elle a le monopole d'une machine électronique, une photocomposeuse : la Lumitype. Elle est « leader » en ce domaine, puisque toute l'industrie du Livre devra se reconvertir prochainement dans ce nouveau domaine (1).

Depuis la mi-janvier, la situation est tendue chez Deberny et Peignot. Les équipes de jour et de nuit du service typographique font grève d'une heure par jour, ceci parce que la direction refuse de recevoir le délégué (C.G.T.).

La revendication posée concerne le reclassement et l'apprentissage des typos à la photocomposition (2). La direction espère que le mouvement se détériorera de lui-même, mais elle n'a pas compté avec la combativité et la solidarité des typos.

Devant le refus de la direction, les typos décident de durcir leur mouvement : à leur première revendication ils en joignent d'autres :

— 40 centimes d'augmentation horaire ;

— 1/2 heure payée en plus pour l'équipe de nuit.

Le patron met alors en œuvre une autre tactique : dans la période du 20 au 24 janvier, il embauche 8 typos dans le but de briser la grève.

Là encore échec : les 8 nouveaux camarades sont partie prenante du mouvement.

Le vendredi 31 janvier, la direction reçoit enfin le délégué. Pour toute réponse aux revendications, le patron répond : « si vous avez besoin d'argent, venez travailler le samedi ».

Devant cette provocation, la réaction est immédiate : à 22 heures les services typo et photocomposition de nuit votent à l'unanimité une « grève sauvage » ; elle durera jusqu'à la fin de leur service, ceci en l'absence de tout délégué syndical. Malgré un tract diffusé le lundi matin, les équipes de jour ne suivent pas. Mais à partir de ce moment, les travailleurs de nuit ayant pris conscience de leur force dans l'action, ont franchi une nouvelle étape.

La lutte s'accroît, de la grève d'une heure, on passe à la grève perlée : 2 à 3 débrayages d'une heure par jour et par équipe, qui s'accompagnent d'une grève administrative (refus de remplir les fiches de travail et de mettre sur les dossiers des clients le temps passé à faire le travail). Bien que le temps de grève « officielle » augmente de peu (on passe de 1 heure à 2 ou 3, parfois 4 heures d'arrêt de travail), cette forme de lutte a pour effet de désorganiser totalement la production.

En effet, les débrayages se faisant en plusieurs fois, le temps réel de grève est de beaucoup supérieur au temps déclaré, ce qui fait que le patron ne peut plus prévoir les délais de livraison. De plus, la grève administrative pose des problèmes importants pour la facturation. D'ailleurs, la direction l'a bien compris : le 6 février, elle envoie à tout le personnel typo et photocomposition une lettre d'avertissement, où il est dit : « ... des débrayages répétés dans votre travail donnent à votre grève un caractère abusif, puisqu'elle tend à désorganiser l'entreprise et à nuire à sa situation économique ».

La guerre est déclarée, chacun devra bientôt choisir son camp. Les délégués (C.G.T.), conscients d'un débordement possible, dénoncent dans un tract, dès le 7 février, « les directives de personnes étrangères à

l'entreprise, ainsi que les distributions de tracts, etc. » et demandent au personnel de n'en tenir aucun compte. Le délégué typo n'est pas associé à cette initiative. Mais la voix des bureaucrates restera sans échos. L'offensive patronale ne faiblissant pas, la réaction ouvrière va se durcir.

Le 13 et le 14, la direction licencie 7 des 8 typos embauchés pour « briser » la grève. (Le 8^e étant là pour remplacer un retraité).

Par solidarité et pour protester, le service de nuit débraye de minuit à 5 h 30.

Le vendredi 14, une délégation du syndicat C.G.T. est reçue par la direction. Le patron tente une nouvelle manœuvre : il se déclare prêt à réintégrer les 7 licenciés, mais sans assurance de les garder plus d'une semaine, et à accorder la demi-heure au service de nuit, à condition que le travail reprenne normalement dès lundi.

Il espère donc passer sous la table les revendications en faisant un odieux chantage. De plus, s'il accorde la demi-heure à l'équipe de nuit, c'est dans un but de division, pour couper les camarades de nuit de ceux de jour.

Cette fois, la guerre est totale.

Les camarades de l'équipe de nuit répondent par la grève totale à ces marchandages.

Ils sont fermement décidés à durcir le mouvement, et demandent une assemblée générale des deux équipes (typos de jour et de nuit), afin de prendre des mesures.

Cette assemblée se tient le lundi 17. Elle doit se prononcer sur la grève. Les camarades les plus combattifs proposent la constitution d'un Comité de grève et la diffusion d'un tract appelant à la solidarité financière les entreprises de la presse et du labeur (3). Cette assemblée a lieu en l'absence des bureaucrates syndicaux.

Une majorité adopte les résolutions proposées, mais une forte minorité, habituée à la lutte dans le cadre de la stricte légalité syndicale, refuse de se prononcer avant que l'on ait consulté le syndicat. Une délégation d'une vingtaine de camarades se rend alors à la chambre typo (C.G.T.). Elle est reçue par les secrétaires responsables « C.G.T.-Livre ».

Les bureaucrates pâlisent en entendant parler de Comité de grève et de solidarité.

Alors que la lutte bat son plein, alors que la combativité des typos est à son plus haut degré, alors que les autres secteurs de l'entreprise parlent « de rentrer dans la danse » les bureaucrates tergiversent et cherchent des faux-fuyants. Ils vont jusqu'à employer des arguments de patron.

Entre le patron et les typos, ils refusent de choisir leur camp.

Ce faisant, ils font objectivement le jeu du patron. Après avoir déclaré que la grève des typos était « illégale », ils demandent que l'on fasse appel à une Commission paritaire de conciliation. Bien qu'ils disent que les ouvriers n'ont pas d'illusions à se faire quant aux résultats de la conciliation, étant donné la situation financière de l'entreprise...

Concrètement, ils proposent aux typos de reprendre sagement le travail, en attendant sans illusion, les résultats connus d'avance de la soi-disant commission de conciliation.

Face à cette trahison, les typos sont contraints d'opérer un repli tactique, en attendant la conciliation,

— d'une part pour mieux démasquer l'appareil syndical après la conciliation,

— d'autre part, pour ne pas se couper des travailleurs qui se leurrent encore sur le rôle de la bureaucratie C.G.T.

Ce même lundi, la direction lance une nouvelle offensive, pour essayer de décapiter le mouvement.

Elle confirme par lettre recommandée les 7 licenciements des derniers rentrés, et prononce 13 nouveaux licenciements, dont celui du délégué du service.

Ces 13 camarades sont licenciés « pour ne pas avoir tenu compte de l'avertissement du 6 février », ayant trait aux « fautes graves et répétées », qu'ils auraient commises durant la grève perlée.

La direction entend donc mettre en cause le droit de grève, et, de plus, en licenciant les camarades les plus combattifs, elle montre clairement son objectif politique, qui est de séparer l'avant-garde de l'ensemble du personnel.

Et elle pousse le cynisme plus loin encore, en interdisant l'entrée de l'entreprise aux 13 camarades licenciés, afin de les séparer physiquement de l'ensemble de leurs camarades jusqu'à la commission de conciliation. Mais là encore, le patron est tenu en échec, car un noyau d'avant-garde existe encore dans l'entreprise, ce qui permet un travail d'explication et de mobilisation. On apprend que la commission de conciliation doit se tenir le mercredi 26 février.

Cette fois-ci, s'est l'assaut final.

Les camarades licenciés l'ont bien compris. N'ayant plus rien à perdre, ils sont prêts à mener une bataille très dure, avec ou sans l'appui du syndicat.

Les camarades étaient persuadés que la commission de conciliation échouerait. Dans cette optique, il fallait donc se battre en priorité pour la réintégration.

Mais pour avoir quelques chances de réussir, il fallait contraindre l'appareil C.G.T. à soutenir le mouvement. Pour cela, il fallait trouver un appui extérieur momentané pour vaincre l'isolement et la démoralisation, et, à travers un événement précis, provoquer la réaction de la C.G.T.

Les liens tissés depuis Mai entre l'avant-garde étudiante et l'avant-garde ouvrière permirent en partie de résoudre ce problème.

Entre le lundi 23 et le mercredi 26, un tract rédigé par les travailleurs licenciés et appelant à la solidarité, fut distribué dans les différentes entreprises du livre et du labeur.

Une campagne d'information et de solidarité fut déclenchée à la Fac' de Vincennes, à Censier, dans certains lycées et dans les quartiers proches de l'entreprise. Des collectes organisées concrétisaient cette solidarité.

Des affiches tirées à l'atelier de sérigraphie de Vincennes permirent de populariser la lutte de Deberny-Peignot.

Le mercredi, la commission de conciliation donna une réponse négative, ce qui ne surprit pas les camarades les plus conscients. Les trois camarades du service de nuit qui avaient été licenciés pénétrèrent le soir-même dans l'entreprise, et déclenchèrent, avec l'aide du délégué typo licencié, une grève avec occupation.

Au moment de l'arrivée du service de jour, l'ensemble des camarades de nuit et les licenciés de jour forment un piquet de grève.

A 9 h du matin se tient une première assemblée générale. Les délégués informent de la situation l'ensemble du personnel en leur disant de continuer l'arrêt de travail tout en occupant leur poste jusqu'à la communication officielle de l'avis du syndicat. Si celui-ci est défavorable, le personnel avisera de la tournure que la lutte devra prendre. Ensuite, les délégués se rendent chez les bureaucrates.

Le syndicat pouvait difficilement ne pas approuver. Aussi approuva-t-il, et assura-t-il l'ensemble des travailleurs de son soutien moral et financier total, jusqu'à la fin de la grève.

Le vendredi 28, dans l'après-midi, la direction reçoit les délégués du personnel et la C.G.T. Devant l'ampleur prise par le mouvement, elle décide de réintégrer les 13 licenciés (les 7 autres qui étaient dans leur période d'essai ne pouvaient pas faire l'objet de négociations). Le protocole d'accord pour le reclassement des typos à la Lumitype (photocomposition) est accepté par la direction. Une prime de 100 F par mois est accordée à l'équipe de nuit. Le travail reprend le lundi 3 mars, jusqu'à la prochaine lutte...

(1) Pour comprendre les relations C.G.T.-Deberny et Peignot, il faut signaler un fait important : le 14 juin 68, date de reprise de travail, ordonnée par la C.G.T., le personnel de chez Deberny et Peignot s'est « distingué » par une manifestation importante contre la C.G.T. du Livre pour « continuer le combat ».

(2) Photocomposition : procédé moderne de composition.

(3) Labeur : le syndicat du Livre est divisé en deux groupes : Labeur et Presse.

**IMPRIMERIE
DEBERNY-PEIGNOT
21 LICENCIÉS
SOUTENONS
LA LUTTE
DES TYPOS
EN GREVE** 27
Fev.

le mouvement étudiant par ou continuer (suite)

tribune libre par J.Sauvageot

Puisque ces colonnes sont ouvertes au débat, puisque celui-ci est rendu plus aisé à la suite du dernier numéro de « Rouge » dans la mesure où l'on peut penser que l'on parle à peu près des mêmes choses, puisque nous ne pensons pas que ce qui revient à être une autocritique n'est qu'un acte formel, permettant de sortir facilement de contradictions insurmontables et de difficultés diverses, et dans l'espoir que la discussion amorcée pourra avoir une suite, abordons, sans polémique inutile, la discussion.

En préalable, nous pensons que l'on ne pourra progresser que si l'on met fin à des analyses trop simples. Ainsi la problématique consistant à dire qu'il y a d'un côté la bourgeoisie, de l'autre les révolutionnaires, et entre les deux les « bureaucrates », nous paraît fautive et dangereuse ; elle a en outre pour grave inconvénient de négliger totalement la masse des travailleurs comme des étudiants, et permet une confusion incessante entre les mouvements de masse et leur direction politique ou leur avant-garde politique. Or c'est cette problématique qui est bien souvent utilisée ; de même que l'autocritique qui écarte les problèmes principaux et n'empêche pas que l'on retombe, dans la pratique, dans toutes les erreurs pourtant justement dénoncées.

Il faut essayer de résoudre ces difficultés, en toute modestie, ni les uns ni les autres ne pouvant, par leur pratique même, être en droit d'affirmer qu'ils détiennent toute la vérité.

Dans cette optique, il semble nécessaire que le débat puisse rapidement s'engager sur quatre points fondamentaux. Le premier a trait à l'appréciation et à l'analyse que l'on porte sur la situation économique et sociale, et donc à l'étude de la crise du capitalisme français ; le second doit permettre de dégager les forces en présence, les rapports qui existent entre elles, leurs visées respectives ; le troisième consiste à déterminer, en conséquence, la stratégie possible d'un mouvement révolutionnaire, tandis que, dans un quatrième temps il faudra chercher quel peut être la place, le rôle d'un mouvement étudiant.

Entendons bien, ce n'est pas ici notre propos de vouloir faire sur chacune de ces questions une analyse de fond, prétendant régler tous les problèmes ; il s'agit simplement, dans le but d'engager le débat de souligner par rapport à ce que vous avez pu écrire récemment, quels sont les éléments d'accord ou de désaccord à partir desquels on peut discuter.

ques, apparaît plus clairement après Mai qu'avant.

Si l'on veut progresser dans l'analyse, il faut donc accepter d'aller plus au fond. D'accord, nous sommes dans une période de crise ; mais celle-ci n'est-elle que latente (ce que nous pensons), ou explosive ? C'est-à-dire sommes-nous à la veille d'une nouvelle crise révolutionnaire de grande ampleur (dans les mois qui viennent) ? Si la contradiction fondamentale est celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, ne faut-il pas prendre en considération également les contradictions qui passent à l'intérieur de la bourgeoisie (comme il en passe au sein du peuple), les possibilités d'adaptation de celle-ci (qui font que l'on n'est pas toujours à la veille de la crise finale) ; ceci nous semble très important, quoique, dans la situation politique actuelle, les éléments « subjectifs » tenant à la conscience qu'ont les travailleurs de la possibilité et de l'utilité de se battre, nous semblent plus déterminants encore, en dernière instance et pour les mois qui viennent, que les éléments proprement objectifs (situation socio-économique).

2) SITUATION POLITIQUE LES FORCES EN PRESENCE

Or, si vous soulignez, à juste titre que le recours à un régime fasciste demeure dans l'immédiat impraticable, que, de la même façon une solution social-démocrate reste improbable, vous êtes amenés à tort (mais c'est une conséquence de l'analyse sommaire que vous faites de la situation) à ne poser le problème de l'attitude de la bourgeoisie qu'en termes de rétablissement de l'Etat fort et à assimiler, en ce qui concerne la relève du gaullisme, Edgar Faure et Pompidou, alors qu'il s'agit dans un cas de la bourgeoisie la plus classique et dans un autre cas d'une bourgeoisie apparemment plus libérale (même si en dernier ressort elle s'aligne sur la première). Certes, ni dans un cas ni dans l'autre il n'y a de changement dans la nature fondamentale du système, mais son renversement ne passe pas forcément par les mêmes médiations. Il faut combattre l'un comme l'autre, mais vous devriez savoir, pour en avoir fait l'expérience, que Fouchet et Faure, même s'ils ont le même projet, ne se combattent pas de la même façon. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut discuter sérieusement sur l'évolution du gaullisme, sa relève, étant bien d'accord avec vous qu'il n'est pas indifférent pour nous, et qu'il n'est pas sans conséquences pour les luttes ultérieures, que la bourgeoisie remanie son régime sans être inquiétée... ou qu'elle ait à le faire sous la contrainte.

Du côté de la bourgeoisie, les contradictions s'exacerbent davantage de jour en jour ; pour résoudre la crise de Mai, le gaullisme a dû les masquer, mais la crise actuelle les fait sans cesse réapparaître. C'est important, mais pas essentiel.

Plus important est l'Etat du mouvement ouvrier : un P.C.F. de plus en plus « sage », un courant révolutionnaire divisé, qui a du mal à faire la jonction avec les masses, qui se laissent encore berner par le P.C.F. ou la social-démocratie. Des syndicats inactifs ou impuissants.

En fait, ce n'est pas simple. L'on ne résoud rien en dénonçant les « bureaucraties » syndicales ou politiques, car ce n'est pas ce qui amène la prise de conscience des masses. Malgré tout ce qu'on peut dire et écrire sur le fait que nous ne confondons pas la masse des travailleurs qui est trompée avec leurs directions, que nous ne pourrions rien faire sans cette masse des travailleurs...

Le problème de ligne politique n'est pas résolu, il est même écarté (ce qui donne encore plus de chance à ces « bureaucraties » de se maintenir », et l'avant-garde, dont tout le monde affirme la nécessité, n'existe pas plus, de même que la stratégie que celle-ci doit mettre en œuvre.

3) L'AVANT-GARDE ET LA STRATEGIE

C'est sur ce point, celui de l'avant-garde, du parti révolutionnaire, que le débat est le plus important, et que les désaccords sont les plus grands dans la mesure où l'ambiguïté de ce que vous écrivez ne réussit pas cependant à masquer une ligne fautive que vous avez longtemps développée : celle de la construction d'un parti révolutionnaire à partir de la force révolutionnaire que constituerait un mouvement de jeunesse à dominante étudiante et sans base ouvrière réelle. Nous ne pensons pas que le parti révolutionnaire puisse se construire à partir du mouvement étudiant (or, c'est ce qui est sous-jacent à tout ce que vous écrivez puisque vous faites tou-

jours allusion à la nécessité de « dépasser le point de vue étudiant ») ; nous ne pensons pas que sans être le substitut du mouvement ouvrier le mouvement étudiant puisse en être provisoirement le noyau, la base, en particulier dans sa construction. L'avant-garde ne peut être constituée qu'à partir du mouvement ouvrier lui-même, les alliés de celui-ci ne pouvant qu'être dans une position seconde par rapport à lui. Un parti comme le P.S.U. n'a pu prétendre jouer le moindre rôle d'avant-garde tant qu'il n'a pas eu, par le travail d'implantation directe au sein des entreprises, une base ouvrière réelle, reliée certes au mouvement étudiant (à ses différents courants), mais n'existant que par son propre travail, autonome, sur le terrain de la production lui-même ; or la pratique (et elle est loin d'être totalement satisfaisante) montre que ce n'est même pas avec quelques milliers de travailleurs engagés que l'on gagne la bataille, mais que c'est lorsque ces militants se sont formés politiquement, à travers la lutte des classes et en se battant en fonction de leur propre stratégie que l'on peut faire avancer les choses, gagner la bataille.

La nécessaire formation de l'avant-garde à partir du mouvement ouvrier va de pair avec l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire autonome, ce qui suppose que l'on ne se situe pas simplement par rapport au P.C.F. et aux syndicats, ces deux types d'organisation ne devant d'ailleurs pas être assimilés ; dans le premier cas il s'agit de situer sa ligne (autonome) par rapport à celle du P.C.F. ; dans le second cas, il s'agit de savoir comment sa ligne peut se concrétiser dans l'action de masse des syndicats, en fonction de sa stratégie.

Mais, et c'est là une conséquence fondamentale, cela passe par la détermination d'objectifs, de mots d'ordres liés directement à la stratégie. Or il semble, que dans votre texte, vous faites une distinction excessive entre stratégie et « initiatives politiques tactiques », ceci dans l'optique de la plus grande mobilisation possible. La mobilisation n'est pas une fin en soi ; c'est un moyen de mettre en œuvre un certain nombre d'objectifs appropriés à la situation, mais se contentant de traduire à un moment donné ces objectifs fondamentaux. Pour se faire mieux comprendre, il faut poser ce problème dans la pratique, et cela peut se faire à l'occasion de l'examen de la bataille dans l'université.

Enfin, il est vrai que la jonction entre étudiants et travailleurs ne peut se faire de façon fondamentale et permanente que dans l'organisation d'avant-garde, mais êtes-vous bien d'accord avec le fait que cela signifie que l'avant-garde étudiante vient y chercher l'aliment de sa lutte, et non proposer à l'avant-garde ouvrière des leçons tirées d'une expérience partielle et somme toute secondaire (certaines couches ou une partie de ces couches peuvent en effet être les alliés du prolétariat. Mais cela nécessite non qu'un accord, un compromis soit fait avec elles, mais qu'on réussisse à les entraîner sur les positions du prolétariat). Encore faut-il que dans le parti, les travailleurs jouent un rôle de plus en plus important non seulement dans la conduite des luttes à la base mais aussi dans la direction politique : l'expérience montre que ce n'est pas si simple, surtout lorsque le parti n'est pas réduit à une secte et n'est pas non plus dans un état squelettique tel que ce problème ne se pose pas dans la pratique. Pour avancer la discussion sur ce point des discussions pourraient très bien être envisagées rassemblant travailleurs et étudiants de nos deux courants, permettant ainsi de relier les propositions que l'on peut faire, ou la théorie sur laquelle on s'appuie à la pratique politique. Les choses avanceront ainsi beaucoup plus vite que par toute une série d'articles.

4) LE MOUVEMENT ETUDIANT

Pour nous, le mouvement étudiant, c'est le mouvement de masse, dont l'importance doit dépasser de beaucoup la réunion des militants des groupes politiques. D'ailleurs, que l'on se réfère à Mai : l'importance du mouvement étudiant alors tenait à ce qu'il avait réussi à rassembler non seulement les « révolutionnaires », mais aussi toute une série d'étudiants dont la prise de conscience avait été jusque là diverse. C'est là un premier point.

Le second doit souligner que le mouvement étudiant ne peut vivre isolé du mouvement ouvrier ; ce qui ne veut pas dire qu'il doit s'aligner sur lui, sur ses directions ; cela veut simplement dire que le mouvement étudiant ne peut réellement se développer qu'en liaison avec le développement possible du mouvement ouvrier. En Mai, le mouvement de masse étudiant a joué le rôle de détonateur ; il avait été précédé par des mouvements ouvriers très durs de Caen, Le Mans... La lutte contre la répression montre à quel point le mouvement étudiant isolé se trouve gêné dans le développement même de son action. C'est pourquoi l'appréciation que l'on porte sur la conjoncture et son évolution est si importante.

En troisième lieu, nous devons dire que nous pensons qu'il est possible à l'intérieur de l'université de développer des luttes de masses anticapitalistes (c'est possible, ce n'est pas inhérent à la nature du mouvement de masse étudiant; voir l'attitude de l'U.E.C.); les objectifs de lutte doivent être sélectionnés en fonction de cet objectif, et non simplement de la capacité du milieu à les accepter immédiatement. Cela veut dire que nous pensons que l'université n'est pas simplement le théâtre de luttes parce qu'un certain nombre d'individus plus ou moins révolutionnaires ou progressistes y sont rassemblés, mais parce qu'il y a possibilité et nécessité d'une intervention, reliée à celle du mouvement ouvrier, mais ayant sa spécificité, par exemple quant à l'intervention idéologique.

Ce sont là trois points fondamentaux; on peut discuter dessus; le dernier article paru dans « Rouge » apporte d'ailleurs un certain nombre d'éléments nouveaux, rendant plus facile la discussion et rejoignant en partie ce que nous avons pu déjà élaborer, par exemple sur l'analyse de la conjoncture, sur les dangers du spontanéisme ou de l'anarchisme... La polémique sur le passé n'est que de maigre intérêt; il vaut mieux aborder la discussion plus concrètement, en fonction des échéances.

Si l'on est d'accord sur le fait que le mouvement de masse étudiant ne saurait plus se contenter d'actions ponctuelles qui conduisent à son étiolement progressif, on peut poser les problèmes de ligne politique, de hiérarchisation des objectifs. Bien que le mouvement étudiant ne peut avoir de stratégie propre, il peut cependant et il le doit, déterminer un cadre d'intervention, donc des objectifs, qui reposent automatiquement sur une ligne politique minimum.

Ensuite, il faut traduire ces éléments dans la pratique militante de tous les jours. Le second trimestre est marqué par certaines échéances: contrôle des connaissances, structures de l'enseignement, libertés politiques, soutien à l'Espagne et aux luttes anti-impérialistes. Quels objectifs avance-t-on? « Rouge » fait allusion aux « initiatives politiques »; il y a, sous cette conception, à moins que nous l'ayons mal comprise, bien des dangers, en particulier celui, sous prétexte que seules certaines actions mobilisent les étudiants, de rejoindre dans la pratique le courant spontanéiste contre lequel on dit pourtant des choses fort justes. Etre, ou vouloir être une avant-garde en milieu étudiant, suppose que l'on cherche à voir non ce que l'on peut utiliser mais ce qui est préférable politiquement de mettre en avant. Il faut donc envisager d'abord l'intérêt politique de tel objectif, puis ensuite seulement les capacités de mobilisation qu'il offre, et non l'inverse (la mobilisation donnant par elle seule un intérêt politique à l'objectif). De cela, il faudra débattre à la base, dans l'organisation de masse.

Enfin, il faut se donner les moyens d'une action de masse, posant les problèmes politiques. Si la critique des assemblées générales centralisées, forums permanents et inefficaces, est juste, il ne faudrait pas tomber, ce que l'on peut redouter, dans l'optique du C.A. réunion des militants politiques discutant de la façon dont ils vont organiser la masse. Il faut réunir des assemblées décentralisées, permettant le débat à la base la plus large, et mandatant des militants, responsables, pour l'organisation de l'action.

Dans la mesure où le débat aura avancé sur ces trois points, l'on pourra alors avancer sur le problème du fonctionnement de l'organisation de masse, de ses structures; il faut que cela se fasse vite.

Sur toute cette série de questions touchant à l'organisation de masse, le débat peut se faire dans l'organisation de masse elle-même.

Sur les autres questions, abordées plus haut, nous sommes prêts, en tant que militants politiques, à en discuter à tout moment, de façon permanente et publique. Nous sommes prêts, dans des meetings communs, à débattre publiquement de la crise du capitalisme, de la constitution du parti révolutionnaire, de ses objectifs. Nous sommes prêts à des réunions de travail communes, rassemblant nos militants étudiants et ouvriers; nous sommes prêts enfin à engager le débat, par écrit, sous des formes à discuter, sur les questions essentielles. Il faut dépasser, sans les masquer, les divisions qui peuvent exister à l'intérieur du courant révolutionnaire.

Ainsi, la poursuite de la lutte pourra-t-elle se faire avec des chances accrues de réussite.

J.S.

réponse de rouge à jacques sauvageot

La polémique à l'extérieur du mouvement étudiant est nécessaire. Elle ne peut servir à délimiter dans notre presse qui est orthodoxe, et qui ne l'est pas, mais au contraire à éclaircir en dehors du mouvement ce qui nous sépare sur le plan des conceptions politiques, pour nous permettre ensuite de distinguer ce qui peut nous rapprocher en son sein sur le terrain de l'action commune.

Force nous est cependant de constater que la contribution de Jacques Sauvageot au débat n'éclaire ni l'un, ni l'autre.

Sur le plan des conceptions politiques elle confirme ce que tout le monde savait déjà: le PSU n'est pas un Parti Révolutionnaire, mais un Parti qui attend la Révolution. Au niveau de l'intervention dans le mouvement étudiant elle ne détrompe personne sur l'opinion forgée par des mois d'inactivité du BN de l'UNEF. Mieux, elle l'encense.

QUI EST PASSIF ?

L'apathie politique — toute relative — qui paraît générale aujourd'hui n'est pas « objective ». Contrairement à ce que prétend Sauvageot « La passivité du prolétariat n'est pas le fruit unique de la volonté machiavélique des capitalistes; il est aussi la conséquence d'une situation économique plus stable... »

Que signifie cette analyse ?

Tout simplement que deux facteurs interviennent aujourd'hui pour composer l'ambiance politique de la classe ouvrière: l'offensive capitaliste, elle-même autorisée par une « situation économique plus stable ».

Sur ce fond de calme besogneux (« la bourgeoisie refond », quand même « ses structures, afin d'en améliorer la rentabilité »), il serait étonnant que le prolétariat s'agite. Il est pris entre le chômage qui peut le guetter (parfois: « Le chômage tend ou à se résorber, ou à s'accroître », en somme, c'est selon), et les intérêts qu'il retirera de cette « situation économique plus stable ».

Dans ce cadre, il ne suffit pas d'affirmer qu'on est dans une période de latence (ce qui est finalement vrai de pas mal de périodes), si c'est pour donner comme perspective politique d'attendre que la « latence » s'achève.

Nous pensons au contraire que la crise politique que connaît actuellement le régime gaulliste n'est que le 3^e volet qui vient s'ajouter aux crises, sociale de mai-juin, économique de novembre.

Cela contient aussi que les directions ouvrières actuelles (PCF, CGT, CFDT), sont effectivement le frein principal contre le déblocage de cette situation. Non pas parce qu'entre nous et la classe ouvrière existent des bureaucrates pervers (des stalinien) qui nous barrent la route, mais parce que leur présence à la tête de la classe ouvrière est au moins aussi importante par ce qu'ils ne disent pas, ce qu'ils ne font pas, que par ce qu'ils disent ou font.

Que ces directions distillent quotidiennement dans leur presse, leurs tracts, une propagande exactement située sur le même terrain que celui de la bourgeoisie, celui de la relève gouvernementale par révolution de palais et montagne de bulletins de vote, n'étonne pas — c'est normal, c'est habituel.

Mais la période implique — à l'inverse de ce que prétend Sauvageot — que le prolétariat est dans une passe particulièrement difficile, contraint de se battre sur le plan de la défense de ses intérêts immédiats en ripostant aux attaques permanentes de la bourgeoisie (pas schématiques du tout); contraint de placer ses luttes d'emblée sur un terrain politique, contre l'Etat en place, car les concessions possibles par le pouvoir sont minimales.

Pour résumer ceci signifie :

1) Qu'aujourd'hui la situation n'est ni « calme », ni « stable ».

2) Qu'elle force l'avant-garde à dégager des perspectives politiques et revendicatives un peu moins générales et floues, que le socialisme plus la révolution. C'est ce que nous nous efforçons de faire en poursuivant notre campagne sur la ligne du contrôle ouvrier.

3) Qu'elle donne à cette même avant-garde la tâche immédiate de prendre la place qu'ont abandonnée les directions stalinien, celles de la propagande et de l'agitation communiste quotidiennes: voilà ce que montrent également les premiers résultats du travail de la « Taupe Rouge » d'Aix-La Ciotat, de « La lutte continue » de Rouen, et d'autres que nous publierons ultérieurement.

Dans ce cadre il est tout à fait vain de poser la question: « Nous sommes dans une période de crise; mais celle-ci n'est-elle que latente (ce que nous pensons) ou explosive ? »

Par exemple l'Inde est dans une situation de crise depuis 5 ans, latente ou explosive ?

Ce type d'objectivité là, ne dépasse guère l'objectif du photographe. Elle sert de pilier à un schématisme qui lui est réel. Si la situation est explosive, il suffit d'une pichenette pour précipiter la bourgeoisie dans

l'abîme. Si elle est latente (ce que pense Sauvageot), il faut voir, apercevoir, percevoir, bref attendre.

Nous ne pensons pas que le grand jour est pour demain, mais pour bientôt. Entre l'aujourd'hui et le bientôt il y a tout l'effort que doivent fournir les révolutionnaires, et qui rapproche d'autant l'échéance.

Ce travail se soucie en effet stratégiquement peu de savoir si c'est Pompidou ou Edgar Faure qui prépare la relève.

Il vise d'abord à organiser des noyaux de travailleurs d'avant-garde dans la classe, à partir de leur expérience d'un autre pouvoir possible en Mai et donc de la forme que revêtira le pouvoir des Conseils ouvriers, à partir aussi de leur situation quotidienne, dans la productive, après Mai 1968.

A BAS

LES BAUDRUCHES

VIVE LE PARTI

REVOLUTIONNAIRE

Il est facile de faire ensuite le joint entre une telle vision linéaire, photographique et finalement réformiste (réaliste !), de la situation politique et la conception du parti que développe Sauvageot.

Tout le monde (sauf les anarchistes et les spontanéistes), sera d'accord pour dire, avec Sauvageot que la classe ouvrière a besoin d'un parti et que ce parti ne peut être qu'ouvrier. Qu'il doit se construire au travers d'une implantation, à partir de son programme pour la classe ouvrière et de l'activité de ses militants dans la classe.

Or la pratique (celle du PSU) (et elle est loin d'être totalement satisfaisante), montre que ce n'est même pas avec quelques milliers de travailleurs engagés que l'on gagne la bataille, mais que c'est lorsque les militants se sont formés politiquement à travers la lutte des classes et en se battant en fonction de leur propre stratégie que l'on peut faire avancer les choses, gagner la bataille.

Il s'agit bien, en effet, de faire avancer les choses. A l'instar d'un bon nombre de publication du PSU (en particulier des dernières thèses présentées pour son congrès). Sauvageot se fait de son parti une image conforme.

Le PSU est un Parti Révolutionnaire, mais ce qui lui manque c'est une base ouvrière plus large, plus étendue, plus vaste. En fait une influence maximale — l'influence acquise, les choses sont suffisamment avancées pour passer au reste, la prise du Pouvoir.

Comme toute conception politique, l'analyse de Sauvageot a un pendant organisationnel limpide. Celui d'un parti qui grignote une influence ouvrière au fil des luttes en étant très à gauche pendant, un peu moins après. Très peu avant.

(Celui d'un Parti où l'on parle de « nos partenaires du Marché Commun ». Tribune Socialiste: thèses pour le Congrès; où Michel Rocard déclare à Europe n° 1: « Mendès France a bien servi la gauche; et il pourra encore le faire »).

Lénine écrivait dans « Que Faire »: « Donnez-nous une organisation de révolutionnaires, et nous soulèverons la Russie ! »

Il ne disait pas des milliers et des milliers de travailleurs « engagés politiquement », et il n'attendait pas de les compter dans ses rangs pour manifester à chaque occasion l'existence de son organisation.

Lorsqu'on préconise l'abstention au référendum (c'est-à-dire la pêche à la ligne, les pantouffes, la flème plus la position du PSU), on traduit cela pratiquement. Car qu'est-ce que cela signifie d'autre que de reconnaître, soit qu'on est pas assez nombreux pour faire passer le Non, soit insuffisamment organisés pour prôner le boycott ?

Que fait-on pour éduquer les militants avancés du Prolétariat sur la voie des luttes non pas anti- mais extra-parlementaires ? Rien, on s'absente, faute d'être assez.

A la racine de tout cela il y a une incompréhension fondamentale, qui bien des fois a fait le partage entre les marxistes révolutionnaires et les autres: celle de la crise révolutionnaire.

Epier de derrière les vitraux de sa chapelle (le PSU est peut-être une grande église, cela ne change rien) la maturation de la « latence » de la crise et hisser, petit à petit, pas trop vite, la conscience de la classe, passe à tous les coups à cotés des occasions réelles. Mieux, à chaque fois qu'elles sont présentes, la révérence de vant l'Objectif, (la Passivité du prolétariat, les directions en places qui existent, etc.), fait prendre des initiatives contraires à toute initiative révolutionnaire. Ainsi on n'appelle pas à aller à Renault, on voit Séguy pour l'assurer qu'on veillera à ne pas empiéter sur ses prébendes bureaucratiques, etc... Les étincelles fréquentes sont de cette façon fréquemment éteintes par une abondante salive sur le travail de longue haleine destiné à gagner le prolétariat et à gagner le pouvoir par ce processus.

DE L'ATTENTISME COMME THEORIE ET COMME PRATIQUE

Les camarades du PSU, siègent au Bureau National de l'UNEF. Nous ne reviendrons pas sur la manière dont ils sont scellés à leur fauteuil (voir l'article sur le Congrès de Marseille — Rouge n° 9).

Et bien évidemment ce que nous avons combattu à Marseille, et que nous combattons encore dans le BN, ce n'est pas qu'il soit au PSU, mais son attitude, pratique à la direction du mouvement étudiant.

« Etre, ou vouloir être une avant-garde en milieu étudiant, suppose que l'on cherche à voir non ce qu'on peut utiliser mais ce qu'il est préférable politiquement de mettre en avant ».

Soit, n'utilisons pas le mouvement étudiant : pour nous mettre en avant, pour en prendre la direction, pour en faire un réservoir de militants. Faisons du mouvement étudiant une arme politique de victoire sur le terrain de l'Université, contre la bourgeoisie. Un appoint considérable aux luttes ouvrières.

Mais pendant que certains, incapables de les organiser, envoient 700 personnes à Beaujon, est-il « politiquement préférable », camarade Sauvageot, de préconiser là aussi l'abstention. De prétendre ensuite que la manifestation de Reuilly est une manifestation récupératrice, alors qu'elle constitue pour tout le mouvement étudiant une victoire. Pour tout ce mouvement, non pour les militants qui l'ont impulsée.

Est-il « politiquement préférable de mettre en avant », une grève générale pour le 27 février, alors qu'on ne s'exprime que par communiqués des journaux, et qu'on ne s'organise que par téléphone en demandant aux CA de venir chercher un tract qu'ils n'ont ni préparé, ni approuvé ? Alors que la manifestation du 28 février, soigneusement préparée est une victoire contre Nixon en France et contre le Conseil disciplinaire des Facultés.

Qui supporte ensuite les frais du four ? Tout le mouvement étudiant évidemment. Nous croyons donc qu'il est justifié de poser la question : Qui se sert du mouvement étudiant ?

Ceux qui en siègent derrière ses bureaux, feignent de le diriger, en ne l'organisant jamais : ou bien ceux (et les militants PSU dans les CA, en font partie), qui comprennent la nécessité et l'urgence de ces 2 tâches : l'organisation du mouvement étudiant à partir des luttes qu'il mène : dans les CA ; son unification dans la seule organisation nationale qui soit la sienne : l'UNEF. En un mot ceux qui luttent pour l'UNEF des CA.

L'attentisme sur ce plan, comme sur les autres que nous avons essayé d'indiquer, ne mènera jamais à rien.

Nous voyons qu'il est sous-tendu par des conceptions politiques centrées (c'est à dire non marxistes révolutionnaires, mais se voulant révolutionnaire sans cohérence : le PSU est-il marxiste ?), hésitantes, opportunistes vis-à-vis des situations comme des organisations, qui ne mèneront le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier à rien de bon : l'expectative est une attitude non une activité.

Rouge, comme organe qui se veut marxiste révolutionnaire lutte contre ces conceptions, ouvertement.

Cela ne signifie pas que nous soyons des maniaques de l'organisation, faite à notre propre image de « petit groupe compact, qui gravissons une pente escarpée en nous tenant fortement par la main ». (Lénine — Que Faire ?).

Nous savons que nous pouvons travailler ensemble, dans le mouvement étudiant (et peut-être ailleurs) sur des objectifs limités et précis.

LE MOUVEMENT ETUDIANT : PAR OU CONTINUER ENSEMBLE ?

Au dernier stage national des CA, nous nous sommes volontairement séparés des éléments spontanéistes et anarchistes qui empêchaient le travail d'implantation des CA. Aujourd'hui la discussion devrait être possible sur des thèmes de lutte, pour le mouvement étudiant.

Ces thèmes ne sont pas des pièces détachées, qu'il suffirait de rassembler pour offrir un « programme » ou une « ligne » au mouvement. En ce sens ils sont effectivement des initiatives politiques tactiques, permettant à chaque étape de progresser vers la maturation politique du mouvement et son organisation.

Dans l'immédiat, un certain nombre de luttes étudiantes se profilent à l'horizon. En Médecine, une grève nationale des externes va être tentée, pour le statut d'externe (et ses avantages sociaux), pour un travail de propagande sur la Santé Publique en

France. Dans d'autres facultés la lutte contre les Comités paritaires de Participation gouvernementaux doit se déclencher bientôt, tant à partir des problèmes de conditions de vie et d'étude des étudiants, que des problèmes politiques posés par des mesures sélectives.

Toutes ces luttes ont un dénominateur commun : la politique d'austérité du pouvoir.

Laisserons-nous encore une fois, les luttes mariner au hasard des répressions successives, ou passerons-nous à l'offensive de notre propre chef en préparant le mouvement à mobiliser le milieu ?

De même les luttes anti-impérialistes, la manifestation du 28 février notamment ; si elles étaient mieux (parce que plus tôt) organisées qu'auparavant, ne l'ont été encore que ponctuellement, sans grande propagande d'envergure sur les quartiers.

Aujourd'hui, il est possible d'unifier toutes les interventions du mouvement, politiques et revendicatives, dans une même expression politique publique, qui la ferait reconnaître à la fois par le milieu étudiant et par une partie des travailleurs et de la population.

Un même projet politique sous-tendrait alors, une occupation de locaux administratifs comme une manifestation de rue, un meeting comme un travail de commissions.

Le mouvement étudiant aurait un visage que tout le monde connaîtrait.

Un peu de chirurgie esthétique est sans doute encore nécessaire avant qu'il soit tout à fait celui qui conviendrait. Et chacun sait que la chirurgie est travail d'équipe.

Nous ouvrons nos colonnes à tous les camarades qui voudraient y apporter une contribution.

Car nous pensons qu'aujourd'hui la discussion est plus que jamais nécessaire. Non la discussion de secte sur la révolution permanente ou par étapes à l'île de Pâques, ou la politique suivie en 1952 à Laroche-Migène.

Mais l'échange d'analyses politiques est indispensable, car toute analyse aujourd'hui détermine une attitude dans le mouvement de masse, que tout le monde peut apprécier.

C'est dans cet esprit que nous avons rédigé cette réponse à Jacques Sauvageot.

diffusez massivement les « cahiers rouges »

La propagande communiste est l'une des tâches fondamentales de l'heure. Pour s'acquitter de cette tâche, « Rouge » seul ne peut suffire. Il faut prendre le temps et la place d'approfondir certains problèmes décisifs pour la compréhension des luttes de classe en France et dans le monde. A cette fin, le comité de rédaction de « Rouge » publie les « Cahiers Rouges », brochures de formation et d'action communistes.

Sont parus à ce jour :

● Eléments de théorie économique marxiste. 50 pages. 2 F. « Cahier Rouge » n° 1.

● Contradictions capitalistes et crise monétaire. 40 pages. 1 F. « Document Rouge ».

● La médecine confisquée. 50 pages. 2 F. « Cahier Rouge » n° 2.

● De la bureaucratie. 50 pages. 2 F. « Cahier Rouge » n° 3.

● Kuron et Modzelewski : lettre ouverte au parti ouvrier polonais. 80 pages. 3 F. « Cahier Rouge » n° 4.

● Où va la Tchécoslovaquie ? 2 F. « Cahier Rouge » n° 5.

A paraître :

● La crise du Moyen-Orient.

● Qu'est-ce que le contrôle ouvrier ?

le stage national des C.A. étudiants : encore et à nouveau sur l'organisation

Faute de temps, nous n'avons pas pu rendre compte dans le dernier numéro de « Rouge » du stage national des C.A. étudiants qui s'est tenu à la mi-février. Il importe aujourd'hui de revenir un peu en arrière et de tenter d'en tirer un premier bilan.

LE SENS D'UN DEPART

Après l'euphorie de Marseille, le premier stage national des C.A. étudiants, réuni début janvier, avait déjà semblé à bien des égards insatisfaisant. Des débats confus et sans ordre, une absence quasi complète de réflexion politique même à moyen terme, le refus de s'organiser de quelque manière que ce soit et une séparation sans autre perspective que celle de se revoir un mois après dans des conditions semblables, faisaient à beaucoup de militants un peu l'effet d'une douche froide. Les errements de la grève active, le manque complet d'initiative politique, y compris dans la bataille de la participation, le fossé grandissant entre un mouvement qui se rétrécissait et un milieu de plus en plus perdu, enfin l'incroyable coordination se refusant à lancer le moindre mot d'ordre pour respecter le développement spontané des masses et se permettant ainsi, sans aucun répondant politique ni organisationnel, l'appel à la gare de l'Est, montraient à l'évidence la nécessité impérieuse de poser les problèmes d'organisation, de buts et de perspectives politiques, fût-ce contre une partie des militants des C.A.

Dans ces conditions, le stage ne devait être autre chose qu'un assemblage sans queue ni tête de duels oratoires ou ne pas être. Il ne pouvait être question, sous peine de voir s'accélérer un processus de dépérissement déjà par trop engagé, de laisser se cantonner les débats aux projets à la petite semaine. Il fallait absolument, sous peine de voir le mouvement étudiant disparaître et se réduire à une nébuleuse d'individus, réfléchir notre action en

fonction de notre intervention dans le milieu d'une part, sur l'extérieur d'autre part. Il était enfin obligatoire pour mettre fin à la désagrégation des C.A. de penser leur organisation au niveau local comme au niveau national et leur constitution en tendance de l'U.N.E.F. C'est pour cela que, dès le début de la réunion des préalables furent posés sur l'ordre du jour et, devant le caractère fantaisiste de la composition de la salle, la convocation du stage suivant. Cris, quolibets, plaisanteries, indignation vertueuse devant tant de bureaucratie, au mieux propositions de discussion immédiate sur l'arrivée de Nixon. La salle se scinda en deux, laissant le folklore se dérouler.

LES REACTIONS ET LES CONSEQUENCES

Certains camarades des C.A. virent dans ce départ une erreur tactique : la majorité des Comités d'Action étudiants n'ayant jusqu'à maintenant pas connu de vie politique, ils craignaient une incompréhension complète de cette démarcation comme telle. D'autres, spontanés de tout poil et vieux poissons en mal de base, s'en allèrent partout, mi-brûlant d'espoir, mi-prudents, crier à la scission. Les premiers dans leur timidité comme les seconds dans leur bouffonnerie se trompaient. De même que le 13 février, non pas pour réaliser une opération politique de tendance mais pour éviter au mouvement dans son ensemble un échec grave, il était vital de se démarquer et de proposer une alternative ; de même, là, il fallait claquer la porte, se retirer publiquement et proposer autre chose que le vide organisationnel et politique. Et de même que l'initiative du 13 a été un succès et un jalon posé dans ce qui doit être considéré comme un processus de longue haleine, l'organisation à la base des C.A. étudiants et leur constitution en tendance au sein de l'U.N.E.F. ; de même, le départ du stage a permis de jeter les

premières bases de cette constitution en tendance et d'impulser une coordination parisienne efficace et reconnue.

La réussite éclatante de la manifestation du 28, 7 à 8.000 personnes tenant la rue durant près d'une demi-heure, au nez et à la barbe de toutes les polices françaises et de quelque 300 agents américains ; Paris couvert, jusque sur la statue de la Liberté, de « Nixon dehors ! » et « F.N.L. vaincra ! ». Les commandos insaisissables et efficaces contre les trusts américains (I.B.M., Hilton, American Express, etc.) sont autant de signes de ce qui peut faire un mouvement étudiant organisé. Les initiatives du 13 et du 15 ont permis d'empêcher que puisse se reproduire la plaisanterie de la gare de l'Est : le mouvement a pu comprendre la nécessité d'avoir des coordinations responsables, de nommer pour les organisations de manifestations des collectifs mandatés politiquement qui ne sont bureaucratiques que lorsqu'ils ne sont responsables devant personne. Désormais, l'organisation, la discussion, les rendez-vous secondaires ont fait leurs preuves : ils sont des acquis du mouvement. Y compris certains camarades qui n'estimaient pas digne d'eux de se faire déléguer par leur C.A. l'ont compris en prenant contact avec le collectif chargé d'organiser le 28 ce qui permit, entre autres choses, d'éviter que trois groupes arrivent sur le même objectif à cinq minutes d'intervalle...

Du stage national de février de toutes les divergences politiques de fond sur le rôle à assigner aux étudiants révolutionnaires et sur leurs possibilités d'intervention et de lutte, comme sur la question de l'organisation, les faits trancheront.

Organisons le mouvement étudiant ! Faisons de lui une force de frappe autonome ! Constituons-nous en tendance de l'U.N.E.F. !

lycées : organisons la tendance rouge des c.a.l.

La crise qui se manifeste actuellement dans les C.A.L. par un recul très net de la mobilisation, par une relative désintégration des structures de base et par l'existence d'instances centralisées en grande partie coupées du mouvement, ne leur est certes pas spécifique. Elle tire son origine de la contradiction fondamentale entre la nature d'un mouvement se développant dans un milieu petit-bourgeois et sa fonction conjoncturelle (cf article de « Rouge » n° 12 sur le mouvement étudiant). Cette contradiction n'a pu que s'approfondir jusqu'à maintenant, du fait de l'isolement des luttes lycéennes dans la situation politique générale, ce qui a constitué au premier trimestre un facteur déterminant, permettant en grande partie une sclérose dans l'intervention (attentisme, activisme, politique trop souvent défensive). C'est ainsi qu'émergeant en théorie cette impuissance, un courant spontanéiste s'est développé dans les C.A.L., provoquant dans une large mesure une déliquescence politique interne. Ce courant favorise le recours à l'action pour elle-même, le déclenchement de grèves sporadiques et passives comme seul moyen d'action, l'incompréhension de la nécessité d'une mobilisation de masse et d'une explication politique la sous-tendant... En nous plaçant souvent sur le même plan que le mouvement de masse, sans analyser clairement les dangers d'un tel type d'intervention (nous vîmes surtout, par exemple, la fonction « provocatrice » des projections de films dans les lycées, que nous mettions en avant), en négligeant à maintes reprises l'importance d'une apparition autonome de « Rouge », nous avons permis à cette crise d'atteindre son paroxysme.

Il est donc maintenant nécessaire d'avancer des perspectives nouvelles pour le mouvement, permettant une restructuration politique et organisationnelle des C.A.L., et s'opposant de front aux courants liquidateurs. La création du « Bulletin de la tendance Rouge des C.A.L. » est un des moyens pour nous de propager nos propositions, de les étayer politiquement, d'en fournir les implications concrètes et militantes et de susciter dans les C.A.L. un débat politique permanent, indispensable pour qu'ils puissent comprendre et assumer leurs tâches dans la période actuelle et résorber la crise qu'ils traversent.

Sur quels thèmes continuer la lutte ?

Il ne saurait bien évidemment être question de déterminer ces thèmes en fonction uniquement du niveau de conscience du mouvement dans son ensemble, mais des objectifs politiques qu'il est possible de lui assigner et qui sont susceptibles d'assurer une politisation effective. Tout en poursuivant la lutte contre la répression et la participation, tâche politique constante, les C.A.L. se doivent d'engager dès maintenant des campagnes nationales plus formatrices.

Elles permettront de plus une restructuration des C.A.L. sur la base des modalités organisationnelles nécessitées par le débat (commissions d'étude, bulletins et journaux) et par l'intervention militante sur ces thèmes (groupes de propagande...). D'autre part, elles joueront un rôle d'homogénéisation politique interne, sans toutefois escamoter les divergences existantes.

Rendue essentielle par la situation internationale actuelle, l'intervention sur les luttes anti-impérialistes doit être menée parmi les premières (ex. : tournée de Nixon en Europe). Cette campagne s'accorde avec la sensibilité du milieu aux thèmes idéologiques et internationaux et est peut-être à moyen terme une occasion d'y reprendre pied, de redonner au mouvement un caractère de masse.

Mais il faut également se pencher sur la nature, la place et le rôle de ce mouvement, faute de quoi toute action serait poursuivie dans l'incompréhension de sa portée politique. Une analyse de ses limitations objectives et de ses capacités est nécessaire au mouvement lycéen. C'est pourquoi sera proposée et développée dans le « Bulletin... » une campagne sur le rôle du mouvement lycéen, ses possibilités d'intervention vers les C.E.T. dans la perspective de la construction d'un mouvement de la jeunesse scolarisée, sa jonction avec les luttes ouvrières.

Pour réaliser nos tâches, pour une intervention cohérente des C.A.L. : instaurons le débat politique dans les C.A.L., grâce au « Bulletin de la tendance Rouge » ! Restructurons-les, politiquement et organisationnellement ! Engageons des campagnes nationales ! Préparons une mobilisation plus grande dans les C.E.T., par un militantisme systématique ! Renouons avec le milieu à tous les échelons !

LA NOUVELLE GENERATION APPREND VITE

Sous le titre « Des enfants envahissent la Chambre du Conseil », le journal anglais « Guardian » relatait dans un récent numéro l'occupation de la Chambre du Conseil (Conseil Municipal) de Glasgow par des « écoliers ».

Les occupants, tous âgés de moins de douze ans bloquèrent l'escalier monumental de l'édifice municipal où les responsables locaux de l'éducation discutaient du licenciement de 265 des quelques 7.000 instituteurs de la ville.

Ils entendaient par cette action montrer leur solidarité avec leurs enseignants.

Lorsque les « adultes » essentiellement des flics et des curés tentèrent de les déloger, ils se mirent à chanter en chœur : « Nous ne nous laisserons pas faire ».

Face à cette résistance, les adultes perdirent patience et en vinrent à la vieille méthode violente en usage sur tous les campus du monde.

Les enfants ne se laissèrent pas intimider : ils ripostèrent aux attaques de la police en lançant des paquets de farine, des œufs et autres projectiles aux flics.

Alors qu'un des enfants était emmené dans un car de police, le « Guardian » relate que tous les autres, entourant le car de police se sont mis à crier : Fascistes ! Fascistes !

A verser au dossier : « Nouvelles Avant-gardes ».

à propos de la brochure "après mai 68, les plans de la bourgeoisie et le mouvement révolutionnaire"

La brochure « Après Mai 68, les plans de la bourgeoisie et le mouvement révolutionnaire » (1), rédigée par des militants des C.A. Sorbonne, Vincennes, Nanterre, a été publiée en janvier 69. Nous passerons sur l'analyse de la situation politique actuelle qui y est contenue, analyse intéressante, mais qui recueille, pour l'essentiel, l'accord de la plupart des militants révolutionnaires. Nous consacrerons cet article à l'analyse critique des positions que développe la brochure autour de la question de l'organisation d'avant-garde. S'il est du plus haut intérêt de préciser les tâches des militants révolutionnaires après Mai, s'il est absolument indispensable d'examiner la portée de la « brèche de mai », le bouleversement incontestable qu'elle introduit dans les modalités politiques et organisationnelles des luttes révolutionnaires, il nous a paru indispensable de consacrer d'abord cet article à la critique marxiste des principales thèses de la brochure sur les questions d'organisation.

Résumons d'abord ces thèses : nous sommes à l'époque de la Révolution culturelle. Et, « la différence essentielle d'avec l'époque de la révolution d'octobre, c'est la faillite totale de l'idéologie bourgeoise » (p. 26) : « les idées bourgeoises ont perdu la bataille » et, « désormais, il n'existe plus qu'un rapport de force nu, brutal » (p. 26). De ce fait, « les masses n'ont plus besoin d'une exportation des idées révolutionnaires, elles se les sont appropriées » (p. 27). « Les idées justes, révolutionnaires, des masses, triomphent partout des idées bourgeoises » (p. 23). Cela signifie que le « marxisme est devenu une immense force matérielle » (p. 23). « Dès lors, le Parti d'avant-garde ne peut plus avoir la même fonction, ni la même nature que le Parti bolchevik » (p. 27). En effet, la nature du Parti bolchevik était dictée par 2 ordres de considérations :

1 — « Du fait du poids écrasant de l'oppression, les idées révolutionnaires n'étaient pas largement implantées dans le prolétariat » (p. 25) ; il fallait donc « défendre avec acharnement le marxisme contre toutes les agressions idéologiques » (p. 24).

2 — Par ailleurs, « à l'armée tsariste, enserrant toute la société russe dans la trame serrée de l'obéissance, il fallait opposer l'armée du prolétariat... » (p. 24). Aujourd'hui, ces conditions ont disparu. Il nous faut donc une organisation d'un autre type : « un quartier général de l'idéologie prolétarienne » (p. 27).

Voilà les principales thèses de la brochure. Reprenons-les dans l'ordre.

D'abord : il est vrai qu'il y a aujourd'hui une crise de l'idéologie bourgeoise. Mais cela signifie-t-il « une faillite totale » de cette idéologie ? cela signifie-t-il, tout particulièrement que « les idées bourgeoises ont perdu la bataille » ? « qu'il ne reste plus qu'un rapport de force nu, brutal » ? Que fait-on du système d'éducation primaire et secondaire qui « forme », d'une façon bien précise, l'immense majorité de la population ? Que fait-on des organes de diffusion idéologique, livres, journaux, radios, télé, bien contrôlés, bien tenus en main par la bourgeoisie ? Que fait-on de la répression qui s'abat sur les idées révolutionnaires sur le comportement révolutionnaire ? Que fait-on des innombrables « institutions » politiques, syndicales, idéologiques, etc. qui, organisant les masses de façon bien particulière, les forment à l'idéologie dominante, celle de la bourgeoisie, façonnent leur comportement ?

Aujourd'hui comme hier, sur ce point, la thèse marxiste demeure valide : dans une formation sociale donnée, l'idéologie dominante est celle de la classe dominante ; dans la formation sociale bourgeoise, l'idéologie dominante est celle de la bourgeoisie.

CRISE IDEOLOGIQUE DETERMINATIONS POLITIQUES

S'il est vrai qu'il y a aujourd'hui crise de l'idéologie bourgeoise, cette crise n'est

directement perceptible pour les masses que dans certains secteurs, en particulier à l'Université. A l'Université, au moins dans certaines sections, la critique de l'idéologie peut devenir directement critique politique. Il n'en va pas de même pour la classe ouvrière. Celle-ci existe en tant que classe et par son insertion dans des rapports de production, dans des rapports d'exploitation. C'est sa lutte contre ces rapports d'exploitation (lutte économique, lutte politique) qui la dresse en tant que classe face au patronat, face à l'Etat bourgeois. C'est à travers ces luttes, que, dans certaines circonstances, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière peuvent arriver à une certaine critique de l'idéologie bourgeoise (par exemple, sur la nature de l'exploitation patronale ; par exemple, sur la nature de l'Etat bourgeois), encore que rien ne garantisse le caractère radical et définitif de cette critique.

Il s'ensuit que, contrairement à ce qui peut se passer à l'Université, la critique de l'idéologie peut, en règle générale, devenir directement critique politique et que la crise de l'idéologie bourgeoise n'est pas, en tant que telle, directement perceptible pour les masses ouvrières.

MARXISME ET IDEOLOGIE PROLETARIENNE

La surestimation de la lutte idéologique, la surestimation de son degré d'autonomie par rapport aux autres luttes, entraîne d'ailleurs dans tout le texte de nombreuses confusions. C'est ainsi qu'on parle, indifféremment, d'idéologie prolétarienne ou de marxisme, d'idées révolutionnaires ou d'idées marxistes, etc.

Le prolétariat peut, spontanément, prendre conscience de l'oppression de classe ; il peut aussi, spontanément, se révolter contre cette oppression. Mais, même à ce niveau, l'idéologie prolétarienne demeure dominée par les formes idéologiques bourgeoises. De ce fait, elle ne produit pas, elle est incapable de produire spontanément le marxisme, c'est-à-dire : la science des formations sociales, des rapports de production, de la lutte des classes, du sens de ces luttes et de leur aboutissement : prise du pouvoir d'Etat, destruction de l'appareil d'Etat et pouvoir des travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi on ne saurait confondre marxisme et idéologie prolétarienne. Si le texte opère cette confusion, c'est d'ailleurs, entre autres raisons, parce qu'il se fait une idée bien particulière de ce qu'est le marxisme : c'est ainsi qu'une citation (sans doute de Mao ?) page 2, indique : « En définitive, le marxisme se ramène à ceci : on a raison de se révolter ». Si telle est « l'essence » du marxisme, qu'est-ce qui le distingue de l'anarchisme ?

FORMES D'ORGANISATION DE LA CLASSE

Par ailleurs, une lutte ouvrière est toujours une lutte organisée, aussi embryonnaire que soit la forme d'organisation. En effet, le mode de production capitaliste crée les conditions d'existence de la classe ouvrière. Mais ces conditions d'existence ne sont pas quelconques : le mode de production capitaliste organise la classe ouvrière, dans les ateliers, dans les usines, etc. Cette organisation est elle-même une des formes de domination du capital sur le travail. Mais, en même temps, cette organisation dominée de la classe crée les bases de son organisation « libre » : la classe ouvrière, regroupée et organisée par le capital, se regroupe et s'organise, à son tour, contre le capital. Le mode de production capitaliste crée donc les conditions d'organisation de la classe ouvrière en tant que classe s'opposant à lui. Ces formes d'organisation du prolétariat sont une des principales conditions d'efficacité des luttes ouvrières, opposant la centralisation de la classe ouvrière à la centralisation patronale, et à la centralisation de l'Etat bourgeois. Et c'est précisément à travers ses formes d'organisation que la classe ouvrière peut, éventuellement, faire

la critique de l'idéologie à laquelle elle est soumise. Cet aspect de la question, décisif, est totalement absent dans la brochure.

L'ORGANISATION D'AVANT-GARDE

Cet escamotage des formes d'organisation de la classe s'étend jusqu'à l'organisation d'avant-garde. Celle-ci est présentée simplement comme « le quartier général de l'idéologie prolétarienne », réduisant son rôle à celui de la centralisation et de la diffusion des idées révolutionnaires. Cette vision de l'organisation d'avant-garde ignore totalement la place réelle qu'occupe le prolétariat dans les rapports de production capitalistes, et les dominations économiques, politiques et idéologiques qui pèsent sur lui.

De ce fait, comme nous l'avons déjà indiqué, le prolétariat ne produit pas le marxisme « spontanément » : il faut que ce soit un groupement distinct de la classe elle-même qui le « produise » au sein même de cette classe, et qui le produise sous sa forme concrète, en tant que « analyse concrète d'une situation concrète », c'est-à-dire, en tant que stratégie.

Pour défendre le marxisme contre la pénétration idéologique bourgeoise et petite-bourgeoise, pour faire faire aux masses, l'expérience pratique de leur propre situation de classe, pour se préparer et préparer les masses à la crise révolutionnaire, pour unifier politiquement la classe ouvrière, pour l'organiser face à l'organisation patronale et face à l'organisation de l'Etat bourgeois, le groupement d'avant-garde doit être lui-même **fortement organisé**, homogène sur la base du marxisme, structuré et centralisé dans l'action.

Il est vrai que l'organisation préconisée par Lénine pour le Parti bolchevik présentait des traits particuliers (très forte centralisation, pouvoirs exorbitants des organes centraux...) qui étaient liés à la nature spécifique de la formation sociale russe de l'époque (faible niveau culturel de la classe ouvrière russe, forte influence petite-bourgeoise, férocité de la répression tsariste). Mais au-delà de ces traits particuliers l'analyse léniniste des tâches d'organisation des militants révolutionnaires et, en particulier, des tâches d'organisation de l'avant-garde, est une analyse valable pour toute formation sociale capitaliste, justement parce qu'elle se base sur la place que le prolétariat y occupe, dans les rapports de production, dans les rapports de classe.

MARXISME OU IDEOLOGIE

En réalité, une fois éliminé le fatras verbal et la glorification de la « pensée de Mao », la problématique réelle de la brochure apparaît assez aisément. A savoir : un « plaquage » abusif de la crise de l'Université sur la crise de la société, un transfert mécanique des conditions de mobilisation et de luttes politiques du milieu étudiant, aux conditions de mobilisation et de luttes politiques de la classe ouvrière. C'est seulement dans le cadre d'une telle problématique que l'on peut comprendre l'accumulation des éléments énoncés plus haut : la surestimation de la lutte idéologique ; la surestimation de la crise idéologique et de son rôle ; l'incompréhension des formes de lutte et de prise de conscience de la classe ouvrière ; l'escamotage des formes d'organisation de celle-ci.

A son tour, le plaquage de la crise de l'Université sur la crise de la société, est rendu possible par l'escamotage d'un élément essentiel : la classe ouvrière, insérée dans des rapports de production, d'exploitation, dans des rapports de classes, organisée dans des formes déterminées. Si la brochure débute par l'étude des « plans de la bourgeoisie », elle oppose à celle-ci, non pas la classe ouvrière, mais bien le « mouvement révolutionnaire » qui, précisément, en tant que « mouvement », efface les déterminations propres de classes. Au sein de ce « mouvement », la classe ouvrière se dissout : elle n'apparaît que sous la forme de son idéologie : l'idéologie prolétarienne, qui devient d'ailleurs, par extension, l'idéologie de masses innombrables.

Cet escamotage de la classe ouvrière est en fait la disparition de la base même du marxisme : à savoir, les rapports de production (capital à l'autre) ; les rapports de classe (prolétariat, bourgeoisie, etc.), ainsi que les formes économiques, politiques, idéologiques, et organisationnelles de ces rapports. C'est précisément du fait de l'absence, dans la brochure, de ces éléments de base, qu'il est possible de croire à une autonomie extrême de l'idéologie, qu'on peut identifier les déterminations politiques de la classe ouvrière à celle du milieu étudiant, qu'on peut escamoter les formes d'organisation du prolétariat, etc. Faute d'une analyse marxiste, la brochure nous offre un discours idéologique à propos de l'idéologie, discours au mieux inutile, au pire dangereux.

(1) Mai 1968, les plans de la bourgeoisie et le mouvement révolutionnaire — Editions François Maspero.

plate-forme politique des comités palestine

Les Comités Palestine ont commencé par être créés à Sciences-Po, vers la fin du mois de décembre 1968 par des militants révolutionnaires.

Peu à peu, ces comités se sont multipliés dans les facultés de Paris et de province.

Les Comités Palestine peuvent jouer un rôle de mobilisation pour répondre aux événements politiques du Moyen-Orient. Ils peuvent armer tous les militants qui, par ailleurs, interviennent dans les C.A.

L.A.G. des Comités Palestine s'est déroulée le lundi 10 février 1969 à la Mutualité. Au cours de cette A.G., la base d'action suivante a été adoptée :

1) Les Comités Palestine sont créés dans le but de soutenir la lutte révolutionnaire du peuple palestinien contre le sionisme et l'impérialisme, avec à sa tête, l'impérialisme américain et d'appuyer activement le mouvement de libération de la Palestine.

2) Les Comités Palestine rejettent toute solution négociée qui ne tiendrait pas compte des droits nationaux du peuple palestinien sur la Palestine tout entière, par conséquent, les Comités Palestine rejettent la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967.

3) Les Comités Palestine soutiennent la guerre populaire qui est le seul moyen pour le peuple palestinien de récupérer ses droits historiques et légitimes. Cette lutte s'inscrit dans le cadre de la lutte mondiale contre l'impérialisme et ses alliés objectifs, les oligarchies intérieures.

4) Les Comités de Palestine soutiennent toute lutte du mouvement de libération palestinien contre tout régime arabe ou non, réactionnaire ou pseudo progressiste, qui voudrait soit éliminer, soit récupérer le mouvement de lutte palestinien.

5) Les Comités Palestine soutiennent le mouvement de libération palestinien dans sa volonté de détruire l'Etat d'Israël en tant qu'Etat aux structures théocratiques, racistes, colonialistes, capitalistes et fascistes, et de construire une Palestine laïque, démocratique et socialiste.

Les Comités Palestine soutiennent donc, comme l'a déjà fait le mouvement de libération palestinien, tous les groupes et militants, juifs ou autres, qui à l'intérieur d'Israël ou ailleurs combattent pour les mêmes objectifs que les Palestiniens arabes.

6) Les Comités Palestine luttent contre le sionisme et l'antisémitisme qui sont à l'origine de la création d'Israël, et contre l'exploitation raciste (anti-juive ou anti-arabe) du problème palestinien par les groupes fascistes et néo-fascistes.

7) Les Comités Palestine considèrent que la lutte révolutionnaire du peuple palestinien est partie intégrante de la révolution mondiale, qu'elle peut jouer un rôle important dans la prise de conscience anti-impérialiste en Europe et en France, et qu'elle se trouve à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire des peuples arabes et du Proche-Orient.

8) Les Comités Palestine forment une coordination. Cette coordination est composée de deux délégués de chaque Comité Palestine. Des militants sont mandatés par l'assemblée pour certains travaux, ces militants sont révocables à tout moment.

Comités Palestine.

encore une fois sur le sionisme et la question palestinienne

La lettre de votre correspondant Jean-Serge L... sur la question palestinienne, pour être caractéristique de l'attitude d'une certaine gauche « bon-enfant » vaut qu'on s'y attarde.

I - Les camarades Machover et Hanegbi de l'Organisation Socialiste Israélienne (Matzpen) sont donnés comme preuve que « le peuple juif d'Israël porte encore en certains de ses sujets une maladie ancienne bien connue qui, semble-t-il, ne l'a pas quitté : le masochisme. » De quoi s'agit-il ? Les camarades Machover et Hanegbi dénoncent, dans une lettre publiée dans « Rouge », l'idéologie sioniste fondée toute entière sur l'existence d'un Etat national juif, exclusivement juif, où la minorité arabe n'aura que des droits égaux (dans le meilleur des cas). Pour cela, ils seraient des juifs masochistes, ou peut-être ne s'agirait-il, dit votre correspondant, que de « citoyens israéliens non pas juifs mais arabes ».

Par cette simple remarque, votre correspondant prouve qu'il existe un fossé entre ses positions et celles des internationalistes. Ces derniers ont toujours été accusés par les chauvins de droite ou de gauche d'être des psychopathes ou traîtres, d'autant plus que faisant partie d'un peuple qui en opprime un autre — ce qui est le cas pour la relation entre le peuple israélien et le peuple palestinien — ils soutiennent la résistance du peuple opprimé. Les choses seraient plus compréhensibles, selon votre correspondant, s'il ne s'agissait pas de citoyens israéliens juifs mais arabes. Or l'O.S.I. comprend des camarades juifs (comme Machover et Hanegbi) et arabes (comme Khalil Touame) qui défendent les mêmes positions, comme il se doit entre internationalistes. Nous répétons : il n'y a rien de commun entre votre correspondant Jean-Serge L... et les révolutionnaires de mai-juin qui proclamaient : « les frontières, on s'en fout ! ».

II - Jean-Serge L... ment. En effet, il écrit que Machover et Hanegbi acceptent la demande d'El Fath sur « la restauration de l'Etat palestinien indépendant et démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouissent de droits égaux ». C'est une citation exacte du point 5 de la déclaration d'El Fath du 1^{er} janvier 1969. Sans préjuger de la position des camarades du Matzpen, je ne vois pas comment ils pouvaient accepter dans un texte publié au mois de juillet (le texte de « Rouge » du 22 janvier 1969 est la reproduction exacte d'un article de Machover et Hanegbi publié dans le mensuel Matzpen en juillet 68) une position d'El Fath prise six mois plus tard. Sans préjuger de la position qu'adoptera éventuellement l'O.S.I. (Matzpen), nous pouvons déjà constater que Jean-Serge L... a commis une forfaiture. Notons aussi que dans une libre opinion du « Monde » du 9 janvier, le camarade Machover évoque l'éventualité d'un Etat judéo-arabe, ce qui implique la reconnaissance de fait de l'existence de deux peuples (arabe et juif) et qui est au delà ou en deçà (selon le poids qu'on attache à l'élément national) d'un Etat palestinien où les citoyens ne se distingueraient que par leur confession.

III - Jean-Serge L... ignore les données de base du problème, sauf s'il ne s'agit pas d'ignorance mais d'une forfaiture voulue.

En effet, votre correspondant prétend qu'il existe une similitude entre l'attitude (exprimée dans « Le Nouvel Observateur ») et cet Israélien de gauche (sioniste dit de gauche, à notre avis) qui ne demande aux arabes que la reconnaissance de l'Etat d'Israël, à partir de quoi tout serait possible (évacuation des territoires, fédération, confédération), et la position d'un des leaders d'El Fath (dans une interview à « Tribune Socialiste ») préconisant un Etat où chacun jouira de la totalité des droits civiques avec diverses formules imaginables : solution libanaise, type confédéral. Or il n'existe aucune similitude entre la position du sioniste israélien et du résistant palestinien car aucune similitude ne peut exister. Aucun sioniste ne propose d'abandonner l'Etat juif pour le transformer en Etat judéo-arabe, si telle est la solution qui respecte les droits des deux peuples, aucun sioniste n'envisage la décolonisation d'Israël qui implique par exemple l'abolition de la loi du retour, qu'aucun démocrate ne peut appeler autrement qu'une loi raciste (elle accorde à tout juif le droit de venir en Israël et d'en devenir automatiquement citoyen tandis que les réfugiés palestiniens ne peuvent retourner chez eux). De l'autre côté, aucune organisation de résistance arabe n'accepte l'installation de cet Etat juif sur la totalité ou même sur une partie de la Palestine, car une telle acceptation signifie l'abandon de leurs droits nationaux sur la Palestine qu'ils considèrent, eux, comme étant leur patrie. La reconnaissance de l'Etat d'Israël, de l'Etat juif, de l'Etat sioniste, signifie pour les palestiniens prononcer leur propre déchéance en tant qu'entité nationale, ou d'accepter l'amputation de la majeure partie du territoire national. Nous, les révolutionnaires israéliens, sommes d'avis que la Palestine étant devenue la patrie de deux peuples, il ne saurait y avoir un Etat juif, ni un Etat arabe. Dans la mesure où les résistants arabes préconisent un Etat palestinien indépendant et démocratique, les positions convergent sur ce point.

(A propos, l'imposture de votre correspondant ressort encore plus clairement d'une analyse de l'interview citée du « Nouvel Observateur ». L'israélien de « gauche » y propose la création d'un Etat palestinien comprenant la « Trans et la Cisjordanie — y compris Gaza, qui leur donnerait une issue sur la Méditerranée, plus accessible que la Mer Rouge, et si les Egyptiens acceptent, le Sinaï ». Quant aux liens fédéraux avec l'Etat juif qui doit continuer à subsister, ils consistent à « voir le drapeau palestinien flotter sur Jérusalem (devant rester annexée à l'Etat d'Israël) — à condition qu'il y en ait deux, un sur les lieux saints musulmans, l'autre sur une ambassade de Palestine »).

IV - Jean-Serge L... s'en prend à El Fath dont la déclaration ne mentionne pas une seule fois le mot de socialisme. Il ne s'agirait, selon votre correspondant, que d'une « direction petite bourgeoise et d'une lutte nationale ».

Voyons ! Voilà quelqu'un qui est sur des positions nationalistes (« le peuple juif a besoin d'un pays, d'un territoire » lisons-nous chez Jean-Serge L...), pour qui les internationalistes israéliens sont des psychopathes qui ajoutent l'ignorance à la forfaiture et il ose donner des leçons de socialisme aux résistants arabes. De quel droit ?

Qui donne le droit à quiconque de l'extérieur de se présenter avec son carnet de notes devant des combattants ayant engagé la lutte contre l'occupation et pour l'affirmation de leurs droits nationaux, qui lui donne le droit de les juger pour leur « socialisme » ou « petite bourgeoisie » ?

Les éléments les plus conscients d'un peuple opprimé ont engagé une lutte de libération nationale. Nous, de l'extérieur, pouvons soit soutenir leur lutte, soit les combattre si nous considérons que cette lutte ne peut aboutir qu'à une nouvelle forme d'oppression nationale. Ceci est un préalable à toute prise de position sur le fond de la question. Jean-Serge L... ne l'ayant pas fait, a perdu de ce fait tout droit de dire quoi que ce soit sur leur « socialisme » ou « non socialisme ».

Ces internationalistes de Matzpen ont fustigé d'avance les donneurs de leçon internationaux du genre Jean-Serge L... Dans une déclaration sur le conflit israélo-arabe, nous lisons : « un peuple conquis et opprimé a le droit et le devoir de résister et de lutter pour sa liberté (...) », il est hypocrite de la part des étrangers — surtout s'ils appartiennent à la nation qui opprime — de lui prodiguer des sermons dans le style « tu feras ceci, tu ne feras pas cela ». Et Jean-Serge L... français de toute évidence, est-il tellement moins oppresseur dans ce cas ? Après tout, le problème palestinien a été créé par les sionistes. Quelqu'un de moins ignorant que votre correspondant prétentieux le dit en toutes lettres : « J'ai créé un problème arabe seulement quand je me suis trouvé sur le terrain sioniste (...) ». Sans cette base sioniste, il n'existe en Palestine aucun problème arabe, mais seulement un problème juif, comme partout ailleurs... (Ben Gourion, Haaretz, 15 mars 1968). Et c'est parce que le problème juif de « partout ailleurs » n'a pas eu en Occident une solution révolutionnaire, donc par votre faute — bien que le « votre » ne soit pas une accusation personnelle et qu'elle s'adresse moins à la génération présente qu'à l'ensemble de la société capitaliste et à votre échec historique sur ce point précis — que le sionisme a pris naissance à son tour. Donc le premier coupable est la société capitaliste internationale, ou l'impérialisme de nos jours, qui « n'a pas résolu » le problème juif chez soi par le sionisme et sur le dos du peuple palestinien.

Peut-être que le cri le plus profond des révolutionnaires israéliens est celui qui refuse la situation qui leur a été faite par l'Occident capitaliste et rejette l'alternative entre « devenir assassin ou être assassiné », qui ne peut être éludée que par la lutte commune avec les révolutionnaires palestiniens pour une patrie commune, étape ou partie d'une fédération socialiste du Moyen-Orient.

Aux sionistes « amis d'Israël » de la veine de votre correspondant, qui, en demandant le maintien de l'Etat d'Israël, Etat juif en exclusivité et qui, pour cela, contribue à nous enfoncer dans l'alternative « assassin-assassiné » que nous refusons, à ceux-là nous disons : vous êtes nos ennemis, vous nous faites suer !

Réponse de E.-L., militant du C.A. révolutionnaire israélien

le kremlin refuse de vendre des armes aux combattants palestiniens

L'Union Soviétique a refusé de vendre des armes à El Fath ; le Christian Science Monitor (journal libéral du Boston) du 25 janvier a annoncé que le refus avait été transmis aux dirigeants d'El Fath après un délai de plusieurs semaines par l'intermédiaire de Sergei Vinogradov, ambassadeur soviétique au Caire. La décision n'a pas été rendue publique par le Kremlin, mais elle fait actuellement l'objet de grandes discussions parmi les Palestiniens.

Des sources proches de la direction palestinienne, écrit le correspondant du Monitor à Beyrouth, voient la réponse négative de Moscou comme une nouvelle preuve de la politique soviétique visant à contraindre les chefs des Etats arabes, particulièrement le président Nasser, à négocier rapidement une solution de compromis au Moyen-Orient.

La décision soviétique s'applique à toutes les organisations révolutionnaires palestiniennes.

A présent c'est essentiellement la Chine Populaire qui fournit aux Palestiniens des armes légères sur la base de l'accord de 1965 qu'elle avait conclu avec Ahmed Choukeiri, à cette époque président de l'Organisation de Libération Palestinienne. Mais ce dont El Fath a besoin avant tout c'est d'armes anti-aériennes.

Les guérillas reçoivent de temps en temps quelques renforts des unités anti-aériennes jordaniennes, mais elles espèrent obtenir des canons anti-aériens soviétiques de 23 et 57 mm.

Rappelons que ce refus a suivi de quelques jours l'adoption d'un nouveau programme révolutionnaire par El Fath.

SOUTENEZ rouge

MODALITES D'ABONNEMENT

pour 6 mois 13 F

pour 1 an 25 F

Abonnement de soutien :

pour 1 an 50 F et plus

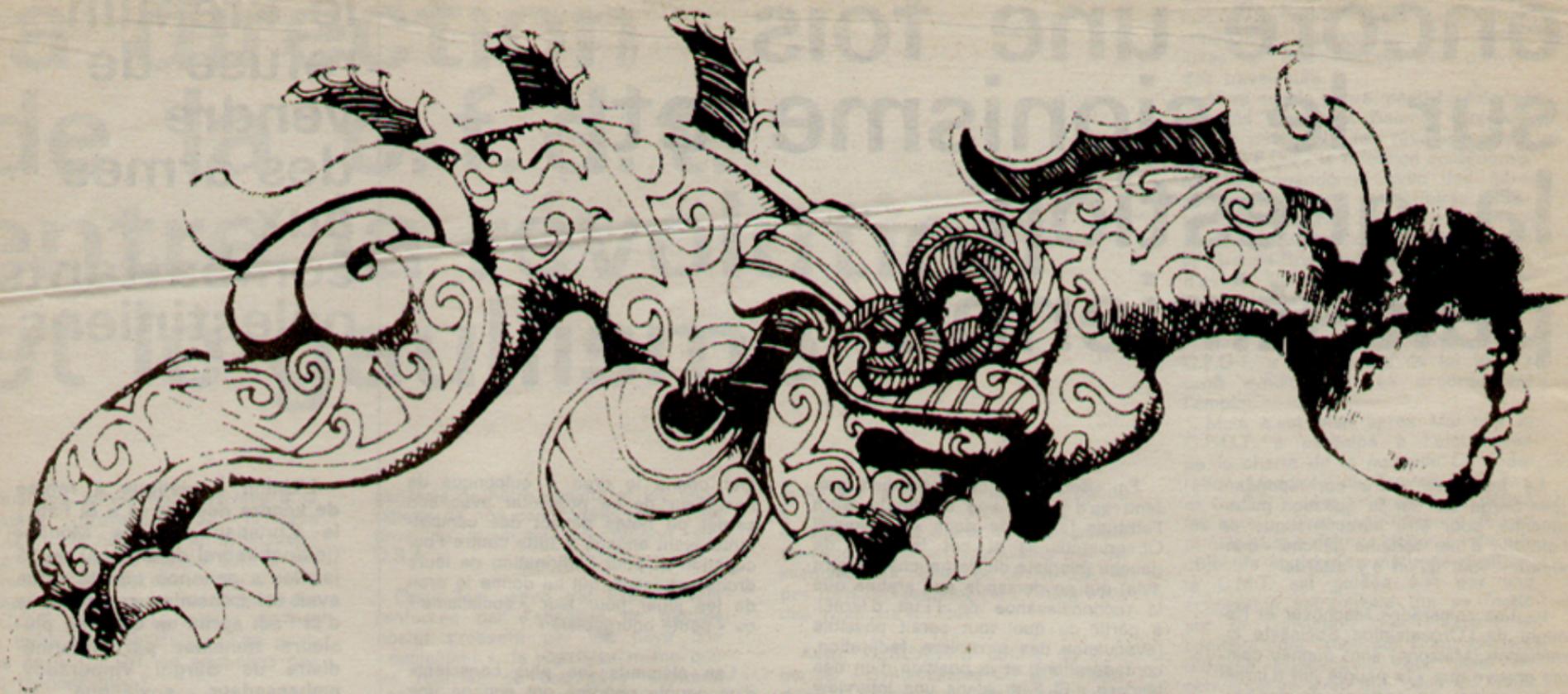
sous pli fermé 40 F

Tout versement de fonds :

« ROUGE, journal d'action Communiste » C.C.P. Paris 25.043.88

Toute correspondance :

« ROUGE », B.P. 201, Paris-19^e



Cet article constitue le premier élément versé au débat sur la Chine engagé dans les « Cercles Rouge ». En ce sens, il ne vise pas à une analyse exhaustive de l'Etat chinois, de sa nature — analyse particulièrement difficile depuis la révolution culturelle et en l'absence de données concrètes fondamentales sur la question.

Fruits du débat, d'autres articles suivront qui permettront, nous l'espérons, d'armer les militants sur cette question fondamentale et difficile.

la préparation du congrès du p.c. chinois éléments et contradictions de la ligne maoïste

Le 9^e congrès du Parti Communiste chinois prévu cette année permettra peut-être de dresser un bilan d'ensemble des événements qui se sont déroulés en Chine au cours des trois dernières années. Mais il est déjà possible de rassembler une série d'éléments significatifs en se fondant sur les documents même diffusés dans les publications officielles ces deux ou trois derniers mois (1).

REVOLUTION CULTURELLE ET PREPARATION DU CONGRES

Le mouvement qui a débuté en novembre 65 et qui, peu après son lancement, a reçu le nom de **Révolution Culturelle** semble, après une succession d'événements, parfois dramatiques, aboutir désormais à sa conclusion. Ses résultats essentiels ont été le profond bouleversement de tout l'appareil du Parti et de l'Etat et la défaite des divers groupes et tendances qui s'étaient opposés à la ligne Mao-Lin Piao. Il est hors de doute aujourd'hui qu'il ne s'est pas agi d'une tendance unique, ni d'une tendance prédominante mais de tendances multiples et, par certains aspects, s'opposant les unes aux autres. A plusieurs reprises, des hommes ont été attaqués et destitués qui avaient joué un rôle de premier plan

lors de la première phase de la Révolution Culturelle et qui se sont faits les porte-paroles soit de positions outrancières, soit d'exigences provenant de secteurs de masse dont la mobilisation avait pris une dynamique propre au-delà des objectifs de la tendance maoïste. Liou Shao Chi lui-même s'est vu reproché successivement des déviations de droite et des déviations de gauche (2).

Une fois bouleversé le vieil appareil et battue la tendance qui, selon toutes probabilités, en représentait les exigences — Liu Shao Chi et Teng Hsiao Ping (ce dernier relégué sans trop de bruit, son exclusion n'ayant pas été annoncée nommément jusqu'à présent) — Mao et Lin Piao ont commencé le travail de reconstruction dont le congrès devrait être l'aboutissement.

Démentant toutes les interprétations fantaisistes de certains maoïstes inconditionnels — parfois semblables à celles de certains journalistes bourgeois — Mao entend rétablir pleinement le rôle central du Parti. Il est significatif à cet égard que lors d'une polémique récente, Liu se soit vu reproché des tendances spontanéistes, ce qui est contraire aux accusations qui lui ont été portées précédemment et à ses prises de positions réelles qui sont celles d'un homme d'appareil (3). Il est également significatif que récemment dans un article important, la Révolution Culturelle ait été définie comme « un mouvement de consolidation du Parti », formule que l'on retrouve difficilement dans les textes des deux années antérieures (4).

Parallèlement à cette restauration du Parti, on annonce une centralisation rigoureuse de la direction qui doit couvrir en plus du Parti « l'armée, l'Etat et le mouvement de masse ». Cette direction, à son tour, s'identifie à Mao et à « Sa Pensée » qui, plus que jamais, sont présentés comme le ciment fondamental du système et comme la source première et indispensable de l'idéologie. Dernier chaînon de cette stabilité, Lin Piao est désormais désigné comme le successeur de Mao et ce titre serait même inclus dans les nouveaux statuts du Parti (5).

Quant aux structures du Parti, toujours si l'on en juge par les éléments connus jusqu'ici, il semble qu'aucun changement fondamental ne sera introduit et que rien ne sera fait par exemple pour rendre plus fréquents les congrès, facilitant ainsi la circulation des idées et des critiques et les changements nécessaires. Selon un article paru en octobre dernier, il semble que même le système d'élection serait remis en question et que les cadres seraient désignés par la direction : le « quartier général prolétarien », après discussion toutefois entre « les masses révolutionnaires » (6).

Nous pouvons conclure avec les auteurs de l'article qu'il ne faut pas avoir « une confiance aveugle dans les élections »... mais pour un parti qui veut être un parti révolutionnaire, nous avouons les préférer aux désignations par en haut.

Quant au nouvel appareil issu des longues luttes

de ces dernières années, il se résume aujourd'hui aux **Comités Révolutionnaires** (la « triple alliance ») qui ont été institués dans une trentaine de provinces et qui comportent environ 4.000 membres. La composition est celle qui a été rappelée à plusieurs reprises (représentants des masses révolutionnaires, des cadres et de l'armée). Numériquement, la première de ces composantes aurait la plus forte représentation (environ la moitié). Mais ceci ne signifie pas nécessairement qu'elle ait le plus de poids. Si nous tenons compte des développements des premiers mois de 1967 et de la plupart des événements marquants de l'année passée, toujours sur la base des indications officielles, nous pouvons émettre l'hypothèse que le poids décisif est en fait celui de l'armée qui, après la crise de la fin 65 et des premiers mois de 66, a agi comme une force unie intervenant avec fermeté soit pour régler leur compte aux tendances non maoïstes, soit pour rassembler toutes les tendances centrifuges qui se sont développées dans les masses et même parmi les partisans de Mao.

C'est dans cette même perspective de restructuration qu'il faut considérer la mise à l'écart des gardes rouges (même pas mentionnés dans les derniers documents et articles les plus importants (qui va de pair avec une reprise en main des étudiants confiés selon les déclarations officielles à la classe ouvrière ou, plus concrètement aux éléments qui ont la confiance du groupe dirigeant Mao-Lin Piao. Nous n'avons pas l'intention d'examiner les différentes tentatives de restructuration du pouvoir qui ont été réalisées ou sont en train de se réaliser en Chine. Il suffit de dire qu'il existe d'incontestables éléments d'instabilité au sein même de l'autorité centrale et de dimensions gigantesques, qui est et sera entraînée dans le tourbillon de la crise internationale de notre époque, le recours au thème du chef charismatique révélera toutes ses limites. D'autant plus que la pensée de Mao est pour l'essentiel résumée en formules générales ou inversée avec des nuances diverses, sinon contradictoires selon les nécessités du moment.

Déjà au cours de la Révolution Culturelle, la référence générale à la pensée de Mao n'a pas évité des luttes continues au sein même des rangs maoïstes et la formation de groupes différents soit parmi les gardes rouges soit parmi les ouvriers (d'ailleurs de telles différenciations sont loin d'être surmontées; autrement on n'expliquerait pas les appels en faveur de l'unité, de la discipline et les mises en garde contre l'anarchie, qui réapparaissent encore fréquemment). A plus ou moins longue échéance, les problèmes qu'à sa façon le maoïsme a posés ces trois dernières années et auxquels il prétend avoir déjà trouvé une solution se poseront à nouveau en termes aigus et détermineront de nouvelles crises. Il est probable que lorsque celles-ci interviendront, le rapport de force entre les masses et l'appareil bureaucratique aura changé de façon favorable aux premières.



PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

La direction chinoise se trouve confrontée à une série de problèmes économiques et sociaux. Parmi les causes fondamentales de la Révolution Culturelle s'est trouvé le refus de la part du groupe maoïste de tenter de résoudre les problèmes cruciaux de la phase de transition terriblement aggravés par la gestion bureaucratique inspirée du modèle soviétique kroutchévien et, à des variantes près, de celui des démocraties populaires.

Mais, à la solution bureaucratique « réformiste » et technocratique de droite (Liu Shao Chi), il n'a été jusqu'ici opposé aucune alternative réelle : la riposte a été avant tout polémique, propagandiste, moralisante et, dans la pratique, elle s'est traduite par une tentative pour bloquer l'action de certains groupes et couches au sein desquels se trouvaient, estimait-on, les germes d'un révisionnisme à la Kroutchev. Il est difficile pour ne pas dire impossible d'avoir une idée précise de la situation économique en Chine et de ses rythmes réels de développement étant donné que depuis plus d'une décennie, on ne fournit plus les données générales indispensables, statistiques notamment. Les seules informations qui nous parviennent sont celles vantant les succès de tel ou tel secteur de la production, mais elles restent extrêmement fragmentaires. Il est probable qu'un processus de croissance assez régulier soit engagée. Si l'on tient compte des rythmes de croissance de la population, il ne fait guère de doute que l'objectif de l'industrialisation et de la modernisation de la Chine est encore très lointain ; toute une série de contradictions et de goulots d'étranglement ne manqueront pas d'apparaître et d'avoir d'importantes répercussions politiques. Une déclaration de Mao popularisée ces derniers temps donne une idée plus claire de ces goulots d'étranglement qui sont incontestablement l'une des causes objectives de la Révolution Culturelle et qui, à trois années de distance, ont conservé toute leur importance. « Il est nécessaire, a dit Mao, que les jeunes qui sont instruits aillent dans les campagnes pour se faire rééduquer par les paysans pauvres et les paysans moyens des couches inférieures. Il faut convaincre les cadres et les autres habitants des villes d'envoyer à la campagne leurs fils sortis des écoles secondaires du premier ou du second cycle ou de l'université. Et les camarades des régions rurales doivent bien accueillir ces jeunes. » Une mobilisation doit être entreprise en ce sens. Au-delà du contenu politique et propagandiste, le sens de la campagne qui vient d'être lancée avec la citation de Mao est que dans l'économie industrielle et urbaine en général manquent les débouchés nécessaires à une offre qui croît en raison de l'affluence des jeunes ayant reçu une qualification. Si l'on en juge par la même déclaration de Mao, ce problème de l'absorption des jeunes instruits et qualifiés doit être particulièrement aigu. Il tend à se présenter un peu partout. D'autre part, apparaissent de la part des paysans des résistances à accueillir les nouveaux venus et cela est d'autant plus compréhensible que la population affectée à l'agriculture constitue toujours un pourcentage élevé de la population totale et dans la mesure où le régime a tenté d'exploiter plus rationnellement la main-d'œuvre sous occupée.

LA POLITIQUE INTERNATIONALE

La ligne défendue sur le plan politique international laisse entrevoir les conséquences d'éléments contradictoires. La polémique virulente contre les dirigeants soviétiques, désormais accusés d'avoir porté à son terme une « restauration intégrale du capitalisme » et de collusion avec les Etats-Unis, les exigences tactiques de la lutte de fraction dans le mouvement communiste et la nécessité d'une propagande anti-impérialiste constante dans un pays sur lequel de réelles menaces continuent de peser, poussent à une dénonciation continue des dirigeants américains et Nixon fut l'objet d'attaques virulentes à l'occasion de son arrivée au pouvoir. D'autre part, il est assez clair que le groupe dirigeant manœuvre pour éviter que la réalisation de nouveaux accords entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. aggrave les difficultés militaires et diplomatiques de la Chine. C'est dans ce sens qu'il faut probablement interpréter la note diffusée en novembre sur la reprise des discussions sino-américaines à Varsovie (qui fait allusion au thème de la coexistence) qui a attiré l'attention des dirigeants américains et des commentateurs de la presse internationale (7). Il ne faut pas oublier que les Chinois ne sont pas indifférents au problème du commerce avec les pays capitalistes qui, dans les faits, a augmenté au cours des dernières années et qui tend à créer des conditions plus favorables.

La position à l'égard des négociations sur le Vietnam est une autre manifestation de la difficulté, pour les dirigeants maoïstes, de fixer une ligne cohérente de politique internationale. Les silences, les réticences, les allusions même très rapides laissent percevoir une attitude nettement critique (qui est motivée essentiellement par les exigences de la polémique fractionnelle à l'encontre de l'U.R.S.S.). Mais ils hésitent d'autre part à arrêter une position nette qui entraînerait une polémique directe contre les Vietnamiens. D'autre part, l'éventuelle affirmation selon laquelle la guerre doit être menée jusqu'à la victoire militaire complète devrait s'accompagner, pour avoir un sens et ne pas apparaître comme une affirmation gratuite et propagandiste, d'une série de mesures concrètes qui risqueraient d'aggraver le danger d'attaques impérialistes contre la Chine elle-même.

LA CHINE ET LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

En ce qui concerne la lutte dans le mouvement communiste et révolutionnaire international, les Chinois ont marqué des points en appuyant des mouvements de guérilla dans plusieurs pays asiatiques, en condamnant l'occupation de la Tchécoslovaquie et en prenant position en faveur des mouvements dans les pays capitalistes et en particulier durant la révolution de Mai en France. Mais même sur ce point, la médaille a son revers. Le soutien que reçoivent de la Chine des mouvements comme celui de la Thaïlande, de la Birmanie et de l'Indonésie, ne doit pas faire oublier l'attitude de Pékin à l'égard des bourgeoisies nationales plus que jamais liées à l'impérialisme (nécessairement de leur point de vue) ; il n'est pas exempt de concessions aussi, bien sûr, le plan des principes que sur le plan pratique.

C'est aussi que si « a posteriori », on critique l'attitude du P.C. indonésien à l'égard de Sukarno (8), la perspective d'une collaboration avec la bourgeoisie nationale en Thaïlande (où se déroule une lutte armée) est encore considérée favorablement. Dans le cas du Pakistan, les bonnes relations se perpétuent sous forme de prêts sans intérêt au moment même où le régime d'Ayub Khan a prôné, sans aucune équivoque, son caractère réactionnaire en ayant recours aux répressions les plus massives (9).

La condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie, sans tenir compte des analyses et des arguments qui l'ont accompagnée, a indiscutablement ouvert la possibilité d'une influence maoïste en Europe Orientale (une telle influence existait d'ailleurs déjà dans quelques groupes de la gauche tchécoslovaque antistalinienne). Mais la persistance à défendre Staline et à entretenir des liens avec des groupes discrédités de vieux Staliniens qui renvoient à Staline et à sa période tant en U.R.S.S. que dans les démocraties populaires (par exemple en Pologne) constitue toujours un obstacle fondamental. Qui veut réhabiliter Staline aujourd'hui se met du même côté que Brejnev alors que les forces qui s'opposent à l'actuel groupe dirigeant sont hostiles au retour à un passé dont elles ont connu, directement ou indirectement, la portée tragique.

Enfin, dans les pays capitalistes avancés, le maoïsme a indubitablement une grande influence parmi les nouvelles avant-gardes. Mais, en France, le groupe maoïste le plus cohérent a éclaté au cours de l'expérience de la lutte révolutionnaire alors que dans les autres pays, le phénomène le plus notable est celui d'une influence diffuse d'un maoïsme qui n'est pas sans influence spontanéiste et non d'une consolidation de « partis » pro-chinois orthodoxes (en Italie, le parti soutenu par Pékin a connu récemment une série de scissions).

S'il veut aborder les problèmes réels et non se contenter d'encenser la pensée de Mao, le congrès du P.C. chinois aura donc de nombreux éléments de réflexion. Et il apparaît certain à leur lumière que de nouveaux événements dramatiques attendent la Chine dans les prochaines années.

(1) Il faut dire encore une fois que l'analyse de la situation chinoise est rendue difficile par le manque d'éléments de première main et par le caractère ouvertement propagandiste et apologétique des sources officielles.

(2) La manière dont se poursuit la polémique contre Liu Shao Chi constitue un important élément d'appréciation. Renouvelant des schémas tristement connus, Liu est présenté comme un « super-traitre », agent du Kuomintang et de l'impérialisme depuis le début de son activité politique, et responsable de décisions prises par le Parti et par Mao lui-même et que l'on estime maintenant opportun de critiquer. On continue à lui refuser toute possibilité de faire connaître son point de vue et sa version des événements. Ajoutons qu'un passage de l'article paru dans le journal du Parti à l'occasion de la nouvelle année éclaire certaines méthodes utilisées pendant la Révolution Culturelle : on y recommande de ne « pas arracher des confessions par la contrainte. »

(3) Liu aurait dit qu'il est nécessaire et fondamental de se baser sur le mouvement spontané des masses. (cf *Agence Hsinhua, New Agency*, 16 janvier, page 3).

(4) cf Pékin Information N° 45 1968, page 4.

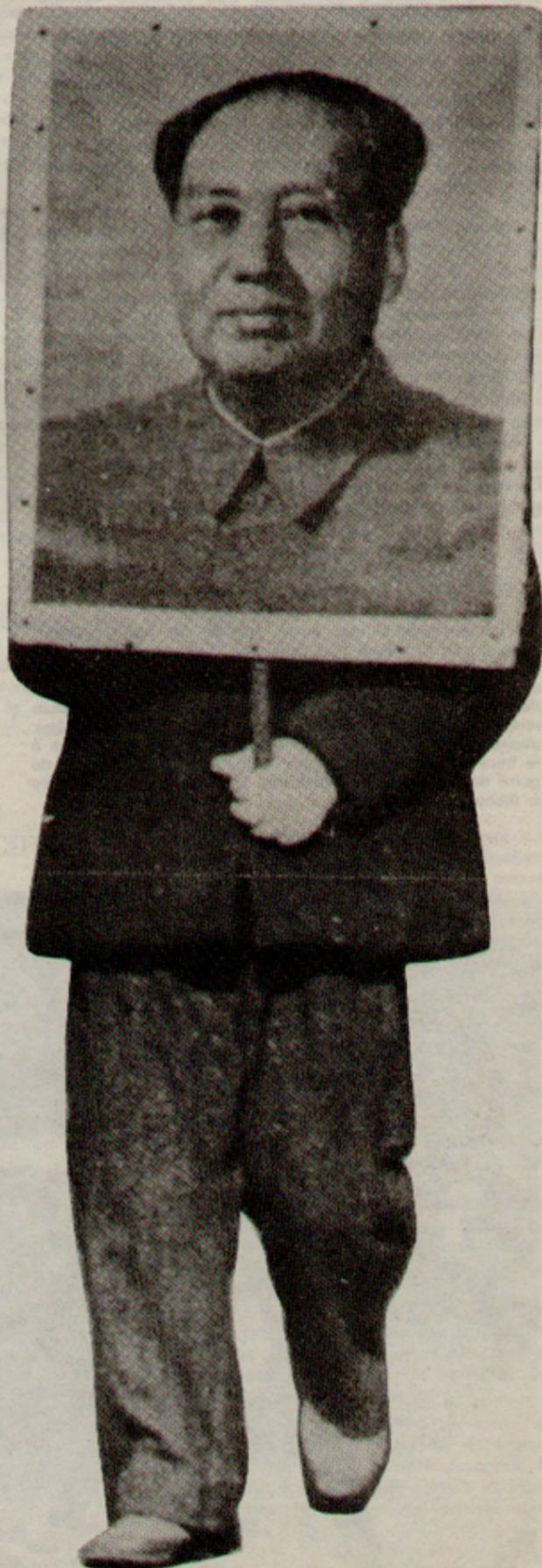
(5) Une version du projet de statut a été publiée dans le *New York Times* du 8 janvier. Elle doit être naturellement considérée sous toute réserve.

(6) cf Pékin Information n° 43 1968 page 7. Selon Robert Guillain — le Monde 12-13 janvier — la désignation serait de règle, même pour les délégués du Congrès.

(7) La note affirmait, entre autres, que la Chine continuait à proposer aux Etats-Unis sur la base de 2 principes : retrait des forces américaines de Formose et « accord sur les 5 principes de la coexistence pacifique ». (cf Pékin information N° 48 page 30).

(8) La politique de la Chine à l'égard de Sukarno est actuellement attribuée au malvenu Liu Shao Chi, bouc émissaire numéro un, accusé entre autre d'avoir fait trop massivement exposé ses portraits lors de son voyage en Indonésie. (Pékin Information N° 4 1969 page 12).

(9) L'accord a été signé le 28 décembre 1968. Sur l'attitude du mouvement maoïste pakistanais qui a mis en évidence la « nature antimpérialiste du régime d'Ayub Khan » et sur le silence de la presse chinoise à propos des répressions, voir l'article de Ghilam Hussein dans « *Intercontinental Press*, janvier 1969 page 18.



pourquoi l'état d'exception en Espagne ?

Si la déclaration de l'état d'exception a surpris à l'étranger, elle a beaucoup moins surpris en Espagne. On parlait déjà depuis plusieurs mois de l'imminence de telles mesures. Depuis un an, il devenait évident qu'il était plus difficile de mettre sur pied les mécanismes d'intégration néocapitalistes au moyen du processus de « libéralisation », que ne le pensaient les « évolutionnistes », c'est-à-dire la fraction au pouvoir qui cherche une issue au franquisme orientée vers le néocapitalisme et le Marché commun. Déjà, des divergences avaient éclaté publiquement entre les différentes fractions de la bourgeoisie et de ses représentants au pouvoir : d'une part, l'aile « dure » liée à certains militaires (tels Carrero Blanco), d'autre part, l'aile « évolutionniste » avec ses différentes « camarillas » — Opus Dei, monarchistes, démocratie chrétienne « de droite », etc. — et enfin « l'opposition respectueuse », démocratie chrétienne « de gauche », socialistes modérés, etc., dont certains éléments essaient de « s'infiltrer » dans les organisations syndicales clandestines, dans certains groupes de gauche à l'idéologie « large » et ouverte.

Pendant ce temps, le mouvement ouvrier et étudiant a eu un développement extraordinaire. Il y a un ou deux ans, on pouvait se demander si le mouvement des Commissions Ouvrières et le syndicalisme étudiant n'allaient pas s'enliser. Les Commissions Ouvrières se trouvaient dominées par le P.C. grâce aux innombrables Commissions réelles et fictives qu'il était capable de créer. Celui-ci a mené une politique habile à laquelle il sut rallier des groupes comme la A.S.T. (Acción sindical de trabajadoras) ou le F.L.P. (Frente de liberación popular) dont les positions ont toujours été confuses et fluides (1), dont la doctrine a oscillé entre le christianisme social et l'anarcho-syndicalisme ou le marxisme, sans savoir définir une ligne politique révolutionnaire d'avant-garde. Il était de même difficile de dire où allait le S.D.E.U. qui semblait se cantonner dans un syndicalisme étudiant sans perspectives.

Le P.C. cherchait clairement à faire de son influence grandissante une monnaie de change contre laquelle il pensait obtenir une « issue démocratique au franquisme », comptant trouver une place de choix dans cette démocratie bourgeoise à l'image de ce que l'on voit en France et en Italie. Il s'efforçait tout simplement d'empêcher qu'on le laissât en dehors du jeu dans le cadre d'une monarchie octroyant une « démocratie restreinte ». Il essayait pour cela de se montrer en même temps raisonnable et puissant.

Mais l'arrivée d'une nouvelle génération et l'intensification des luttes a produit — comme ailleurs en Europe — le développement d'une nouvelle avant-garde qui cherche une issue révolutionnaire. Certes,

dans cette nouvelle avant-garde, la confusion politique est grande : le « néostalinisme » — parfois très subtil — fait des ravages ; d'autre part, le maoïsme participe à cette confusion politique ; le gauchisme verbal est souvent grotesque. Mais cette nouvelle avant-garde en se surpassant est en train de se manifester surtout dans les Commissions Ouvrières de Quartier qui ont introduit des techniques de lutte et d'agitation nouvelles : manifestations-éclair, « commandos », certaines formes de lutte violente. S'appuyant sur ces Commissions, les jeunes révolutionnaires essaient de s'introduire et de lutter dans ce qu'ils appellent ironiquement les C.O. « d'adultes ».

Il n'est pas exagéré de dire que cette nouvelle avant-garde a troublé et dérangé aussi bien les plans du P.C. que ceux des diverses forces social-démocrates qui essaient de s'implanter par le biais du « syndicalisme neuf », du socialisme « moderne » et même d'un marxisme « assoupli » et « élargi ». Les luttes entre ces deux fractions du mouvement ouvrier sont en train de devenir secondaires face aux luttes qu'ils vont être obligés de mener sur leur gauche. Quant à la plupart des vieilles organisations en exil, telles le P.S.O.E. (social-démocratie), U.G.T. (son syndicat), C.N.T. (anarcho-syndicalistes) et S.T.V. (syndicat basque chrétien : Solidaridad de trabajadores vascos), elles commencent à faire figure de pièces de musée.

On observe cette radicalisation également dans le mouvement étudiant. De nouvelles formes d'organisation sont recherchées surtout après les leçons données par la S.D.S. allemande, par les étudiants français et italiens. Ainsi sont apparues diverses formations (Commissions d'étudiants, Union d'étudiants révolutionnaires, etc.) parfois localisées dans une seule ville, parfois plus étendues.

La montée des luttes — que l'on a pu suivre pendant toute l'année dernière par la presse (et « Le Monde » n'a pas rapporté toutes les grèves, occupations et luttes universitaires) — était telle que l'aile dure de la bourgeoisie a considéré que le système dans son ensemble courait trop de risques si elle ne coupait court aux agissements du mouvement ouvrier et étudiant. Le spectre de Mai 68 en France hantait une bourgeoisie qui n'a jamais pu maintenir sa domination sous des formes souples et libérales, et qui, il y a trente ans, craignait de tout perdre face à un mouvement ouvrier dont les buts révolutionnaires s'étaient clairement manifestés au cours de la Commune des Asturies (1934) et pendant la première année de la guerre civile.

Elle a donc décidé de faire marche arrière, d'écarter la libéralisation, de mater l'opposition. Mais une telle décision allait à l'encontre de tout ce que l'aile libérale (démocratie chrétienne, socialistes modérés, etc.) était en train de préparer patiemment depuis des années. Du coup, les tiraillements entre les différentes fractions de la bourgeoisie sont devenus particulièrement violents : l'Église est divisée, le Prof. Tierno Galvan reproche leur manque de sérénité aux « durs » tandis que les militaires, la police, l'État s'énervent face aux curés radicalisés, aux professeurs tolérants. « Où finit le libéral et où commence le communiste, où finit le jaune et où commence le rouge dans cette faune inattendue ? » — se demandent les forces de répression, plus bornées en Espagne que n'importe où ailleurs.

Mais le plus admirable, c'est que le mouvement ouvrier a continué la lutte et a maintenu ses revendications après la proclamation de l'état d'exception bravant ainsi une répression qui dispose de tous les moyens — tortures, prisons, etc. — et en use et en abuse le plus largement. Il est exagéré de dire que le régime franquiste soit en danger, mais il n'est pas moins vrai que le réveil ouvrier s'est avéré formidable. Malgré la désarticulation immédiate des organisations semi-clandestines ou clandestines, malgré l'emprisonnement immédiat de tout suspect après la proclamation de l'état d'exception (et même avant, le coup de filet a commencé deux jours avant), les ouvriers tiennent bon.

Il n'est pas exagéré de dire qu'une situation pleine de possibilités révolutionnaires est en train de mûrir en Espagne. Mais on est malheureusement accablé quand on considère le retard de l'Espagne sur le plan de l'organisation et de la maturité politique. L'Espagne a raté la révolution à plusieurs reprises à cause de ces défauts. Et nous ne croyons pas qu'elle puisse la réussir à l'avenir sans disposer d'un Parti Marxiste Révolutionnaire suffisamment implanté. C'est là le point capital autour duquel tourne notre dispute avec la plupart des formations surgies dans l'après-guerre. Nous ne le cachons pas, bien au contraire, nous tenons à poursuivre la discussion sur ce point, et sur tout autre, devant la classe ouvrière et les militants révolutionnaires.

Mais nous ne cherchons pas moins à collaborer étroitement avec tous ceux qui sont prêts à lutter sincèrement pour l'amélioration de la condition ouvrière, pour la destruction du capitalisme, pour la construction d'un socialisme sous le contrôle démocratique des travailleurs.

ACCION COMUNISTA.



RAMENEZ LES LIONS EN CAGE AUX ETATS-UNIS !

Raquel Welch, la reine incontestée du sexe qui aida Bop Hope dans sa tournée au Vietnam pour distraire les GI's a fait une déclaration à la très sérieuse revue économique de Hong Kong - Far Eastern Economic Review - pour la défense des soldats américains privés de rapports sexuels :

« Envoyer des femmes comme moi au Vietnam pour amuser les troupes, c'est comme exciter un lion en cage avec un morceau de chair fraîche... Je ne critique pas les pensées ou les pulsions de nos soldats, j'exprime simplement ce qui leur passe par la tête... Ils sont obligés de combattre dans une guerre sans but et sans issue dans un pays étranger où personne ne les a appelés... Plus profondément, je pense qu'il serait préférable que des stars comme moi restent au pays et que le gouvernement envoie des armées de prostituées à la place, car finalement ce dont nos soldats ont besoin, c'est d'être calmes plutôt que d'avoir des frustrations supplémentaires.

Pour aller encore plus au fond des choses, le mieux ne serait-il pas de les ramener aux Etats-Unis immédiatement où les lions sont en cages. Moins frustrant et plus moral. »



la dictature militaire du pakistan cède devant la grève générale



Moins d'un an après mai 1968, les étudiants ont réussi dans un deuxième pays à jouer le rôle de détonateur et à provoquer une grève générale. C'est au Pakistan que cette grève générale de vingt quatre heures a eu lieu le vendredi 14 février. Elle a été un succès complet dans les quatre villes principales du pays. Karachi, Lahore, Dacca et Rawalpindi. Dès le lendemain, le dictateur du Pakistan, le maréchal Ayoub Khan, a cédé sur les deux revendications principales des étudiants et des grévistes.

Tous les prisonniers politiques, dont les dirigeants étudiants et l'ancien ministre des Affaires étrangères Bhutto, ont été libérés. L'état de siège, en vigueur depuis août 1965, a été levé.

TOUT A COMMENCE EN NOVEMBRE

Tout a commencé en novembre 1968, quand les étudiants ont déclenché une violente agitation politique dans toutes les universités du pays, contre la dictature militaire d'Ayoub Khan. Régnant dans l'ombre du décret sur l'état d'urgence, ce dictateur avait supprimé toutes les libertés démocratiques, jeté en prison ses principaux rivaux politiques, dont son propre ancien ministre des Affaires étrangères, Ali Bhutto, interdit toute réunion, tout rassemblement de plus de trois personnes, répri-

mé dans le sang la grève des cheminots qui protestaient contre leurs salaires de famine et réclamaient qu'on leur garantisse au moins un repas par jour.

Les quelques grandes usines du pays étant truffées de mouchards et sévèrement surveillées par la police et l'armée, les seuls endroits où des réunions politiques « inofficielles » étaient encore possibles, sur une assez grande échelle, étaient les universités. Les étudiants pakistanais comprirent le rôle qui leur revenait dans ces conditions. Ils ne tardèrent pas à passer à l'action, réclamant avant tout qu'on libère M. Bhutto.

La réponse de la dictature fut sanglante, féroce même. Partout, les forces de répression envahirent les universités, battirent de petits groupes de contestataires, tirèrent sur des foules de manifestants. On ne connaîtra jamais le nombre exact des victimes tuées, ce nombre dépasse sans doute la centaine.

Mais les étudiants tinrent bon. Alors que leurs principaux dirigeants étaient arrêtés, de nouveaux leaders surgirent des rangs, organisant vague après vague, grèves, manifestations, affrontements courageux avec la police. Après quelques fluctuations, le mouvement atteint son point culminant au début de février, lorsque cinquante mille étudiants se rassemblèrent à Dacca et établirent leurs cahiers de revendications.

LES VIEUX POLITICIENS CHERCHENT A « RECUPERER » LE MOUVEMENT

La crise du régime d'Ayoub Khan représente une menace sérieuse pour les positions des classes dominantes du Pakistan. Aussi celles-ci esquissèrent-elles un mouvement sous forme de tenailles afin de protéger leur régime ébranlé.

D'une part, les principaux partis d'opposition de droite du pays, constitués en Comité d'action démocratique, donnèrent brusquement leur appui au mouvement des étudiants, dans un but de « récupération » évident. Ils cédèrent même à la revendication des étudiants selon laquelle aucune négociation ne devait être engagée avec Ayoub Khan, aussi longtemps qu'il y avait des prisonniers politiques emprisonnés et que l'état de siège n'était pas levé.

C'est ainsi qu'ils finirent par s'unir aux étudiants pour proclamer la grève générale du 14. D'autre part, Ayoub Khan lui-même, offrit aux partis d'opposition d'organiser une Table ronde sur l'avenir du pays, et notamment sur le système électoral indirect qu'il a introduit. Convoquant une assemblée extraordinaire de son parti, la « Ligue musulmane », il fit adopter une motion « réclamant » l'abrogation de l'état d'urgence.

La manœuvre est évidente. Il s'agit de sauver le régime capitaliste en élargissant les bases du gouvernement vers les partis d'opposition bourgeois et, le cas échéant, en substituant ceux-ci à la dictature.

La plupart des membres du Comité d'action démocratique, sont de vieux politiciens bourgeois, qui s'étaient partagés le pouvoir pendant les premières années d'indépendance du Pakistan, tel le président du Comité, M. Nasrullah Khan. Véritables chevaux de retour, ces politiciens incarnent un régime de corruption, dont la masse des paysans pauvres, des ouvriers et des étudiants ne veut pas plus que de la dictature d'Ayoub Khan. Mais la lutte pour les libertés démocratiques permet aujourd'hui à ces politiciens de remonter à la surface.

Le candidat « homme fort » de renouveau qu'ils pousseront en avant sera sans doute le maréchal de l'air Asghar Khan, qui avait habilement pris ses distances par rapport à Ayoub Khan dès novembre dernier.

LA GAUCHE SURPRISE ET DESEMPAREE

La gauche pakistanaise a été largement surprise par l'explosion du mouvement des étudiants et par les succès qu'il a rapidement remportés.

Le principal parti d'opposition de gauche, le parti Awami (dirigé par Mahumud Har Usmani), d'orientation pro-chinoise, n'a pas cessé de manifester une attitude ambiguë à l'égard de la dictature d'Ayoub Khan. Lorsqu'éclata la grève des cheminots, la principale lutte ouvrière de ces dernières années, le chef syndicaliste Awami appela les cheminots à ne pas arrêter le travail, car, disait-il « la grève était un « complot pro-américain » pour renverser le gouvernement « progressiste » d'Ayoub Khan, ami de la République populaire de Chine » (1). Lorsque l'agitation étudiante se déclencha en octobre dernier, l'Awami s'abstint soigneusement de l'appuyer sans même parler de la coordonner. Il n'a esquissé un tournant qu'au moment où il apparut que l'opinion populaire appuyait largement les étudiants ; il prit alors une position plus qu'ambiguë à l'égard du Comité d'action démocratique. Au moment de rédiger cet article, nous ne savons pas encore s'il participe ou non à la Table ronde de Rawalpindi, qu'Ayoub Khan a finalement convoquée pour le 19 février.

Quant au parti du peuple de M. Bhutto, récemment créé, il reste une énigme. Il a peu d'assises dans la classe ouvrière, mais il pourrait essayer de tourner l'Awami sur sa gauche, en s'appuyant à fond sur les étudiants radicalisés. M. Bhutto n'a pas de doctrine précise. Mais la manifestation des cinq mille cheminots à Lahore, le 14 février, au cri de : « Renversez maintenant le capitalisme » indique que les masses pakistanaises ne se contenteront plus longtemps de paroles creuses.

La Chine est un des principaux fournisseurs de l'armée pakistanaise, ex. : les escadilles n°s 11, 23 et 25 sont équipées de Mig 19 chinois.

Une crise pré-révolutionnaire mûrit dans ce pays, qui pourrait rapidement se convertir en crise révolutionnaire. Elle prolonge la situation pré-révolutionnaire qui existe dans plusieurs parties de l'Inde, notamment le Bengale occidental où le parti communiste, dit de gauche, vient de remporter une éclatante victoire électorale sur le parti du Congrès. La péninsule indienne à peine sortie d'une effroyable famine est une poudrière qui pourrait répéter, au cours des années 70, l'explosion de la révolution chinoise des années 40.

correspondance

Chers Camarades

Nous avons pris connaissance avec beaucoup de joie de quelques numéros de votre valeureux journal « Rouge » et à travers lui nous avons été confirmés dans notre espoir que le mouvement du prolétariat français se développe à grand pas pour le plus grand bien de notre classe exploitée.

La classe ouvrière française a rempli d'actes héroïques l'histoire des luttes de classes et a fait sentir à la bourgeoisie toute notre volonté de lutte. Votre passé est un passé héroïque marqué par l'exemple de la Commune de Paris qui ne sera jamais oublié par les vrais révolutionnaires. Les journées de Mai ont ébranlé le monde et nous avons senti les forces combattives qui les ont animées ; élevant ainsi notre conscience et notre volonté de lutte.

Nous avons appris beaucoup de choses de vous. La propagande bourgeoise et impérialiste voulait nous faire croire que les luttes de classes n'étaient plus qu'un phénomène limité aux pays sous-développés, qu'elles étaient les fruits de notre inculture. (...)

Aujourd'hui nous savons, que la lutte de classes ne cessera dans aucun pays tant qu'existera la bourgeoisie.

Nous avons découvert que la passivité relative du mouvement ouvrier français après la seconde Guerre mondiale est due pour une grande part à la trahison des directions traditionnelles qui se sont plus ou moins intégrées à la bourgeoisie, développant des pratiques réformistes, oubliant le chemin révolutionnaire. Nous sommes sincèrement convaincus que vous jetterez dans la poubelle de l'histoire tous ceux qui se disent défenseurs de la cause prolétarienne, et qui se sont haussés à des postes de direction dans la CGT. Nous souhaitons vivement aussi que vous avanciez dans la tâche d'organiser la classe ouvrière sur la base de ses propres principes et que les préparations des luttes futures seront des succès complets. (...)

Fraternellement.

Syndicat des Travailleurs des Routes Nationales, Zone de Calarca, Colombie.

Sindicato de Trabajadores de Carreteras Nacionales
ZONA DE CALARCA

CARRERA 24 NUMERO 39-38 TELEFONO 31-482

AFILIADO A "FENALTRACAR"

Personería Jurídica Resolución N°. 00271 del 2 de Marzo de 1966



Calarcá, enero 22 de 1969
OFICIO N° 0-010

Señores
ROUGE
P.P. 201 PARIS 10e

Estimados compañeros:

Con inmensa alegría hemos conocido algunos números de vuestro valeroso periódico ROUGE y por medio de él hemos confirmado nuestras esperanzas de que el movimiento del proletariado francés está creciendo a pasos agigantados para mayor gloria de nuestra clase explotada.

l'ug.t.a a vécu

Le 1^{er} février dernier, on apprenait la dissolution de l'Union régionale et des Unions locales du Grand Alger. La raison donnée était « la situation confuse créée au sein des instances syndicales », et « les actes d'indiscipline caractérisés de certains éléments envers le principe d'unicité du parti ».

Ainsi s'achevait la mise au pas de la centrale syndicale algérienne (U.G.T.A.).

Celle-ci n'a jamais été un modèle de démocratie, mais, au second congrès, trois mois avant le coup d'Etat de Boumédiène, la pression des masses, révélée par des grèves assez dures, avait contraint le pouvoir d'alors à un compromis plus à gauche que prévu, portant Mouloud Oumeziane au secrétariat général. C'est précisément à cause de cela que l'U.G.T.A. avait pu, face au nouveau pouvoir, maintenir une relative indépendance et conserver sa direction. Pourtant, malgré les avantages de sa position, celle-ci, préférant négocier avec le régime, laissa celui-ci liquider l'Union des Etudiants. Elle ne s'émut que pour la défense des collectifs d'autogestion lorsqu'il fut décidé de ramener dans le secteur de la propriété privée une quinzaine d'exploitations autogérées, puis après l'arrestation de plusieurs dizaines de syndicalistes et de longues suspensions de son organe (Révolution et Travail) qui amenèrent à exprimer ses griefs à l'égard de la direction politique dans un rapport écrit. Mais il était bien tard et les militants trop déçus ; et d'ailleurs le document ne fut guère lu que par des cadres syndicaux.

Dès lors la soumission de l'U.G.T.A. n'était plus qu'une question de temps ; c'est chose faite depuis la conférence des cadres syndicaux de l'U.G.T.A. des 26-27 octobre 1968 (où l'on notait l'absence des responsables syndicaux d'Alger) : le 3^e congrès prévu pour le 8 avril prochain se prépare sous « l'égide du Parti ».

Toute ambiguïté fut levée par Boumédiène et Kaid Ahmed, le « responsable du Parti ». Pour le premier « le militant syndicaliste doit bannir à tout jamais les anciennes conceptions syndicales... » ; pour le second « il ne peut exister un parti d'avant-garde digne de ce nom sans un encadrement général de l'ensemble des masses populaires au sein d'organisations fortement charpentées... ».

Il semble aujourd'hui que les anciens dirigeants syndicalistes aient complètement disparu. L'intense campagne de syndicalisation menée parallèlement à celle pour « l'adhésion-réadhésion » au Parti, est dirigée par des responsables de celui-ci, en premier lieu par Kaid Ahmed lui-même. Des faits tels que le meeting d'Houssein-Dey (Alger) du 29 janvier, tenu un mercredi matin et avec des participants « libérés par leurs employeurs », font penser qu'elle suscite peu d'enthousiasme.

La destruction de l'U.G.T.A. n'est pas le seul indice d'accentuation de la bureaucratisme du régime. Outre que la campagne de recrutement pour le parti s'accompagne de l'élimination « des éléments nocifs infiltrés », il faut noter, mi-janvier, l'interruption de la publication de « Révolution Africaine » pour conflit avec Kaid Ahmed, et aussi, l'installation à Oran, le 28 janvier, d'un tribunal spécial destiné à « châtier » les « contre-révolutionnaires ». Il faut encore relever que, si l'on ne parle plus de réforme agraire, le ministre de l'Agriculture vient d'annoncer pour les prochains jours un « projet de texte sur l'organisation de l'autogestion » dont la publicité donnée à la récente mesure « d'interdiction de l'élevage privé dans les domaines autogérés » laisse prévoir l'orientation bureaucratique.

On comprend assez mal dans ce contexte que le « PARTI D'AVANT-GARDE SOCIALISTE », animé par des militants de l'ex-parti communiste algérien, ait pu, dans une lettre rendue publique fin janvier, proposer à Boumédiène une réconciliation de « tous les progressistes de la nation » en vue de promouvoir un « programme minimum » susceptible de développer un « large front démocratique et populaire ». Certes, on sait que l'équipe au pouvoir n'est exempte ni de divergences ni de rivalités et qu'il pourrait un jour être tentant pour la bureaucratie conservatrice, de jouer Kaid Ahmed contre Boumédiène.

Mais n'est-il pas clair, après son peu de réaction à la chute de Ben Bella et lors de la rébellion de Tahar Zbiri, que le peuple algérien ne se mobilisera pas pour porter au pouvoir une nouvelle brochette de bureaucrates ? Pour être écouté des travailleurs algériens, ouvriers, contemplant chaque jour le luxe insolent des nantis, petits fellahs et Khamès affamés, autogestionnaires réduits à la condition de salariés de l'Office National de la réforme agraire, ce n'est pas de programme minimum ni d'unité avec ceux qui les grugent qu'il faut leur parler, mais de contrôle ouvrier, de mise en route de la réforme agraire et de liquidation de la bureaucratie. L'expérience servant parfois, on peut penser qu'un certain nombre de militants de l'ex-U.G.T.A. y songeront.

Correspondant.

NIXON DEHORS



Bruxelles, Londres, Berlin : à chacune de ces étapes du représentant de l'impérialisme américain, les manifestations se multiplient...

Rome : une nuit d'émeutes. Avec douze facultés occupées et une tension politique et sociale extrêmement forte. Paris ? Tous les flics de France concentrés dans la capitale : les objectifs américains surveillés jour et nuit ; tout le périmètre des ambassades et des ministères bouclé ; un lycée collant des affiches blessé par balles. Et la nécessité politique d'organiser plusieurs commandos et au moins une manifestation de masse. A trois heures de la manifestation, l'objectif et le parcours choisis complètement brûlés. Une seule faille dans le dispositif : le Quartier Latin. On nous attend partout, sauf là. Entre six et sept, il suffit de bloquer deux axes et l'on a une demi-heure devant soi. 7 à 8.000 manifestants sauront l'utiliser avec un cortège imposant. Après Faidherbe, une deuxième victoire encore plus éclatante.

Vendredi soir, sous la pression des Vietnamiens, ridiculisé par l'action des camarades italiens et par

celle des étudiants parisiens, le P.C. appelle à la République avec des phrases sybillines laissant entendre qu'il est à l'origine de tout ce qui a été fait.

Un meeting ne suffirait pas : on défilera, avec la bénédiction de la Préfecture, jusqu'à la Nation, drapeau tricolore en tête. Départ 16 heures tapantes et l'on fait d'une pierre deux coups : on largue les gauchistes ou en tout cas on les relègue en queue et l'on fait preuve de vigueur. Malheureusement, le cordon sanitaire de l'U.E.C. est enfoncé, les deux cortèges se joignent et quand Aragon et Waldeck remontent dans leur voiture, 5.000 personnes aux cris de « Dispersion, Trahison ! » et « F.N.L. vaincra ! », poursuivent jusqu'au Lion de Belfort. Ennuyant pour la bureaucratie repue. Ennuyant pour la préfecture : il n'y a pas que des étudiants, loin de là et si les flics interviennent, ça peut faire du bruit. Autant laisser faire et étouffer. Mais l'on n'étouffe pas la prise de conscience et la « taupe » creuse son chemin.

28 février
1^{er} mars

